

La Sarkozye en FAILLITE

Le énième remaniement ministériel est le signe de la profonde crise que traverse le sarkozysme. Les révolutions des pays arabes ont révélé la complicité de la France avec les dictatures du sud de la Méditerranée, accentuant ce désaveu.



Le jour même où Sarkozy a viré Alliot-Marie sans prononcer son nom, le peuple tunisien est redescendu en masse dans la rue et a renversé le Premier ministre Ghannouchi, vestige de l'ancien régime dictatorial. Tout un symbole. La révolution dans les pays arabes est une lame de fond qui, en chassant les vieux dictateurs, enfonce aussi un coin dans les relations teintées de néocolonialisme que les responsables politiques français successifs entretiennent avec ces pays du Sud depuis les indépendances des années 1960.

Le dixième remaniement ministériel depuis 2007 est un signe supplémentaire de la profondeur de la crise qui secoue la Sarkozie. Le rejet du pouvoir ne se dément pas et les chefs de la droite ne savent plus comment s'en sortir. Rien ne dit encore quelle sera l'issue de la Présidentielle de 2012 mais si la consultation électorale intervenait dans les semaines qui viennent, l'UMP perdrait le pouvoir à coup sûr.

L'allocution de Sarkozy de dimanche soir fut un grand numéro d'hypocrisie. Il a salué le renversement des dictatures, les progrès

des valeurs de la démocratie et des droits de l'homme tout en tentant pathétiquement de justifier les liens que la France a entretenus avec ces régimes présentés comme des «remparts contre l'extrémisme religieux et le terrorisme». Comme à son habitude, Sarkozy joue avec la peur, celle des «flux migratoires incontrôlables» que peut générer l'instabilité, pour provoquer un réflexe d'union nationale.

SUITE PAGE 2

Manif pour les droits des femmes
Samedi 5 mars à Paris, 14 h 30

Agenda

4 mars, Soirée des Insoumis, Paris. De nombreuses personnalités viennent déclarer leur insoumission en ouverture du Forum des engagements contre la misère lors d'une « Soirée des Insoumis pour un sursaut civique ! » RV à 18h30, Cité des sciences et de l'industrie de la Villette (M° Porte-de-la-Villette).

4 mars, projection-débat, Paris. Le Collectif Palestine 13° vous invite à la projection du film *Jaffa, la mécanique de l'orange* de Eyal Sivan, suivie d'un débat avec des représentants de l'UJFP, l'ATMF, l'IDD et la FTCT. RV à 19h30 au cinéma La Clef, 21 rue de la Clef (M° Censier-Daubenton).

5 mars, droits des femmes, manif, national. Manifestations dans toute la France, en prévision de la journée internationale des femmes du 8 mars, contre les inégalités salariales, les atteintes au droit à l'IVG... et en solidarité des révolutions dans les pays arabes auxquelles les femmes participent. À Paris, RV à 14h30, Parvis des droits de l'homme, Trocadéro.

8 mars, ciné-débat, Achères. À l'occasion de la Journée internationale de lutte des femmes, projection du film *We want sex equality* de Nicel Cole. RV à 20h30 au Cinéma Pandora, 6 allée Simone-Signoret, Achères (entrée 6 ou 4,5 euros).

10 mars, débat Tunisie Égypte, Gennevilliers. Réunion-débat *Tunisie Égypte... le monde arabe en révolution*. RV à 20 heures, Bourse du travail, Gennevilliers, (M° Agnettes).

10 mars, ciné-débat, Les Mureaux. Ciné-débat autour du film *Cheminots*, organisée par Attac-Nord 78, avec un des réalisateurs, Sébastien Jousse, des syndicalistes de SUD-Rail et CGT cheminots et des membres d'une association d'usagers. RV à 20h30, cinéma Frédéric-Dard, Les Mureaux. Entrée 5 euros.

10 et 17 mars, soutien BDS, Bobigny. En soutien aux militants inculpés dans le cadre de la campagne BDS, meeting « Des sanctions contre Israël » le 10 mars. RV à 19h30 salle Pablo-Neruda, 31 avenue Salvador-Allende. Le 17 mars, RV à 12 heures au tribunal de Bobigny (M° Pablo-Picasso).

11 mars, petite enfance, national. Journée nationale de mobilisation (grève, manifs, rassemblements, réunions...) dans le secteur de la petite enfance (public-privé), à l'appel du collectif Pas de bébés à la consigne. Infos sur : www.pasdebebesalaconsigne.com

17 mars, Gaza, Nancy. Dans le cadre de l'opération « Un bateau pour Gaza », projection du film *Gazastrophe* suivie d'un débat. RV au cinéma Caméo Saint-Sébastien, Nancy.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

La Sarkozye en faillite

SUITE DE LA PAGE 1

Pour justifier le remaniement, il a indiqué que la profondeur des changements en cours, qualifiés d'historiques, a nécessité « de réorganiser les ministères qui concernent notre diplomatie et notre sécurité » et qu'il confiait cette tâche à un « homme d'expérience », Alain Juppé, ancien Premier ministre, « qui a déjà exercé ces fonctions avec une réussite unanimement reconnue ». Ne souffrant pas d'amnésie, nous n'avons pas oublié ce Premier ministre de Chirac, « droit dans ses bottes » pour faire passer en force le plan portant son nom et contraint au recul face à la puissance de la mobilisation sociale en novembre et décembre 1995. Nous nous souvenons aussi du chef de la diplomatie en 1993-1995, complice, avec Mitterrand, Balladur et Léotard, du pire crime commis en Afrique au xx^e siècle, le génocide des Tutsis par le clan des Habyarimana au pouvoir au Rwanda à l'époque, financé, armé et protégé par l'État impérialiste français. Le siège laissé vacant de ministre de la Défense a été attribué à un vieux cheval de retour de la droite dure, Gérard Longuet, qui a réussi à

retrouver un ministère après avoir longtemps été écarté du pouvoir à la suite de ses démêlés judiciaires. Longuet a été un dirigeant du mouvement d'extrême droite Occident lorsqu'il était étudiant et n'hésitait pas à prôner, en 1992, une alliance avec le Front national, un scénario qui tente toujours une partie de l'UMP. Sarkozy a également débarqué son plus proche ami de 30 ans, Brice Hortefeux, condamné pour injures raciales tout en le plaçant au plus près de lui, directement à l'Élysée, où il pourra continuer de nuire, et confié la gestion du dossier de la énième loi sur l'immigration, toujours plus inique et que le Parlement examinera le 9 mars, à Claude Guéant. La tentative de rénover la vieille façade décrépie du gouvernement se conjugue avec celle de ressusciter le projet d'Union pour la Méditerranée, né en juillet 2008. Cette improbable construction scellait l'accord avec les régimes qui tombent les uns après les autres. Peu de temps avant son départ forcé, le dictateur égyptien Moubarak en occupait le poste de vice président. Derrière le salut à la « formidable

espérance démocratique » et la volonté affichée « de nouer de nouvelles relations avec ces pays dont nous sommes si proches par la géographie et par l'histoire », il y a les vieilles recettes d'une alliance régionale basée sur les principes de la mondialisation libérale. Ce qui importe aux classes dominantes, c'est de pouvoir, dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée, maintenir les peuples sous le joug libéral et de pouvoir continuer à renforcer l'Europe forteresse. En tout cas, Sarkozy a bien raison de redouter ce qui se passe sur la rive sud de la Méditerranée. L'expression de la dignité est contagieuse. Car ces peuples luttent aussi, même si c'est bien sûr dans des conditions différentes de celle des classes populaires de la rive nord, pour refuser de payer la crise. Woerth, Alliot-Marie, Hortefeux ont délogé. C'est un encouragement à se battre pour virer toute la clique de Sarkozy et sa politique avec. **Fred Borras**

regards

Propos recueillis par Clément Bonnin



Inès Taha (DR)

ÉGYPTE Les jeunes sont dans la place !

Inès Taha, doctorante égyptienne à l'université de Grenoble, a pris part à l'occupation de la place Tahrir, du 9 au 21 février. Le 23 février, elle nous a fait part de cette expérience militante exceptionnelle.

La place Tahrir a été un lieu central dans le processus révolutionnaire qui a entraîné la chute de Moubarak. Peux-tu nous dire quelques mots sur la manière dont s'est organisée l'occupation ?

L'occupation a rassemblé au plus fort 4 millions de personnes du Caire et de province, qui partageaient la même conviction : tenir jusqu'à la chute du régime. La durée de l'occupation et le fait qu'elle se tienne jour et nuit a nécessité de mettre sur pied un système de gestion collective des tâches politiques et de la vie quotidienne. Il est remarquable de voir à quel point l'organisation s'est basée sur des initiatives populaires, c'est-à-dire absolument pas sur la base des directives de leaders, ou d'organisations politiques. Les gens se sont vraiment organisés par eux-mêmes. Pour donner quelques exemples, la protection des militants face aux milices de Moubarak – impliquant de relever l'identité et de fouiller les personnes se rendant sur la place – a été prise en charge collectivement par des équipes tournantes de volontaires. La nourriture était également gérée en commun, financée grâce à des collectes et distribuée gratuitement.

Par ailleurs, de nombreux espaces avaient une fonction spécifique : lieu consacré à l'éducation et à la garde des enfants animé par des enseignants, atelier peinture, « zone hôpital » gérée par des étudiants en médecine et des personnels de santé, « espace prière » pour chrétiens et musulmans. Autre création remarquable : des toilettes et sanitaires construits pour l'occasion par des étudiants en école d'ingénieurs. Un bémol, tout de même : l'absence de douches !

Cette vie collective tournée vers un objectif politique commun a remis en cause de nombreuses normes et habitudes, notamment en termes de rapports homme/femme. Peux-tu nous préciser cet aspect ?

Beaucoup d'interdits ont été battus en brèche, par exemple la cigarette pour les filles, voilées ou non. La mixité dans les espaces de couchages – inimaginable, quelques semaines plus tôt – s'est imposée comme une évidence. La proximité permanente et l'objectif politique commun ont

vraiment favorisé des relations égalitaires dans les tâches telles que le nettoyage mais aussi dans les discussions politiques.

Justement, peux-tu nous dire quelques mots sur cette effervescence politique et sur ce nouveau mouvement de jeunes, issu de l'occupation de la place Tahrir et auquel tu participes ?

Les débats politiques étaient ininterrompus sur la place. Certains partis traditionnels avaient leur propre espace (Frères musulmans, communistes...). Mais surtout, de nombreux groupes souvent improvisés, politiques ou artistiques (Sound system), avaient pris place sur des podiums dispersés sur la place, la plupart des gens circulant de l'un à l'autre.

C'est dans ce contexte de débat et d'action permanents que sont nés « Les Jeunes de la place », un mouvement de jeunes qui se sont rencontrés lors de l'occupation de la place Tahrir et qui n'avaient pas milité précédemment dans une organisation politique. L'objectif général de ce nouveau mouvement est de construire une alternative à l'élite politique liée au régime et déconnectée du peuple, mais aussi de marquer une rupture par rapport à l'opposition traditionnelle à Moubarak. Le projet politique n'est pas encore complètement abouti. Mais l'idée directrice est de poursuivre la révolution et de favoriser un nouveau pouvoir par en bas. La participation aux élections est pour l'instant une question que nous n'avons pas tranchée.

Tu parles de poursuite de la révolution et de « pouvoir d'en bas », qu'est-ce qui pourrait, selon toi, permettre d'avancer dans ce sens ?

Nous voulons permettre au peuple de s'organiser, de se former. Concrètement, notre tâche est de prendre contact avec un maximum de personnes qui partagent nos idées et d'organiser des débats partout dans le pays. Nous voulons développer au maximum les nouveaux espaces de démocratie qui s'ouvrent maintenant. Pour que l'Égypte entière soit une immense place Tahrir !



La foule rassemblée sur la place Tahrir. (IT)

Une famille campe aux abords de la place. (IT)

Le 8 mars : toutes en lutte !

Le 8 mars, journée internationale des femmes, prend un sens particulier cette année avec les révolutions dans les pays arabes auxquelles les femmes participent activement. Le 5 mars, des manifestations auront lieu dans toute la France.

« **C**e 8 mars 2011, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, n'est pas un 8 mars comme les autres. C'est un 8 mars porteur d'espoir venu du Sud. Un Sud en marche revendiquant la dignité, la liberté et l'égalité ». Un 8 mars pas comme les autres, parce que comme le dit l'appel à manifester le 5 mars prochain dans toute la France (voir agenda page 2), cette année le 8 mars résonnera des luttes des peuples du monde arabe. Que ce soit en Tunisie, en Égypte, en Algérie ou au Yémen, les femmes ont pris part à ces luttes.

Ce que nous allons crier, chanter ce 8 mars, c'est notre solidarité à ces processus révolutionnaires et à toutes les femmes qui y jouent un rôle de premier plan. Elles sont les actrices d'une lutte populaire contre la pauvreté, la corruption de l'État, la répression, les violences policières. Ces femmes qui se sont soulevées ne vont-elles pas se faire voler la part de victoire qui leur revient? La question est légitime, tant il est vrai que le risque de confiscation des révolutions est une réalité pour toutes et tous. L'histoire a montré que, face à des révolutions populaires, les puissants du monde entier qui perpétuent l'oppression et l'exploitation, n'ont de cesse de réduire leur portée et de les briser, y compris par la violence. Et l'histoire nous a aussi appris que les femmes sont souvent et rapidement repoussées en arrière-plan. Mais quelle hypocrisie quand cette question est posée par ceux-là mêmes qui ont soutenu – et armé – ces dictatures au nom de la lutte contre l'islamisme et de la défense des droits des femmes! Quelle vision

impérialiste, colonialiste que celle qui montre les pays arabes comme arriérés! Outre que ces pays ont chacun leur singularité, ils sont traversés par de profondes mutations sociologiques et démographiques; des luttes, des débats, des contradictions traversent ces sociétés dans lesquelles les femmes sont présentes, actives, actrices. Lors des grèves qui ont secoué l'Égypte ces dernières années, des femmes ont pris part aux occupations, aux comités de grève, elles ont été parfois des leaders de ces mouvements.

Ni les femmes tunisiennes, ni les femmes égyptiennes ne se contenteront d'une démocratie de façade, elles n'accepteront ni les diktats religieux ni les diktats économiques dictés par l'Union européenne, les États-Unis et les institutions financières internationales. La solidarité féministe internationale s'exprimera le 8 mars pour ces femmes actrices de leur destin, pour défendre avec

elles tous leurs droits, parmi lesquels les droits sociaux, le droit de s'organiser, de manifester et la liberté d'expression...

SOLIDARITÉ MONDIALE

Partout ailleurs dans le monde arabe et sur l'ensemble de la planète, les femmes continuent de se mobiliser. Les 5 et 8 mars seront l'occasion de réaffirmer notre solidarité avec ces luttes exercées « conjointement avec les luttes de tous, hommes et femmes, pour renforcer la résistance menée partout contre le système capitaliste et patriarcal mondialisé » comme le dit la Lettre de solidarité adoptée lors de l'assemblée des femmes au Forum social de Dakar le 11 février.

Inspirées par les luttes des femmes du monde arabe et d'Afrique – les Sénégalaises notamment – venues partager leurs expériences et leurs exigences, les femmes réunies à Dakar nous donnent « une feuille de route »

pour ce 8 mars 2011 : « Nous les femmes, nous continuons à dire qu'il faut changer ce modèle de société, ce modèle économique, ce modèle de production et de consommation, qui génère une pauvreté accrue pour nos peuples et en particulier pour les femmes.

Face à tout cela, nous proposons de renforcer nos luttes pour que nos pays aient leur souveraineté économique, politique et culturelle face aux institutions financières internationales. Nous voulons l'annulation des dettes odieuses et illégitimes [...] Nous voulons un monde où les hommes et les femmes ont les mêmes droits, les mêmes opportunités dans l'accès à la connaissance, à la scolarisation, à l'alphabétisation, à l'éducation et aux postes de décisions, et les mêmes droits au travail et à des salaires justes ».

Sophie Agso



Par Sandra Demarcq

Les dernières heures d'un dictateur !

L'onde de choc des révolutions tunisienne et égyptienne continue de s'étendre et de s'approfondir à l'ensemble du monde arabe. La bonne nouvelle de la semaine c'est que la dictature de Khadafi vit sans doute ses derniers instants. Les deux tiers du pays sont désormais aux mains de la population libyenne, la majorité des villes et des quartiers sont sous contrôle de la population, de conseils d'habitants, et la presque totalité des richesses naturelles du pays (pétrole et gaz) sont contrôlées par les travailleurs. Un « conseil national » de transition représentant les villes « libérées » s'est également mis en place.

Mais au lieu de dégager comme le lui demande le peuple, le « renard du désert » promet « la mort » à tous ceux qui se soulèvent : il y aurait déjà plus de 1 000 morts.

Après avoir appelé Khadafi à « faire preuve de retenue dans l'usage de la force », les dirigeants des pays impérialistes européens ont instauré un embargo sur les armes, promulgué un gel des avoirs et des interdictions de visa. Ils menacent aujourd'hui d'une intervention militaire.

Les mêmes, qui, pendant des années, ont soutenu et armé ce dictateur très fréquentable, qui leur fournissait du pétrole et qui a surtout servi l'Union européenne contre les migrants africains, les fameux « flux migratoires incontrôlables » selon Sarkozy, sont tentés d'intervenir directement pour prendre le contrôle de la situation.

De Sarkozy en France à Berlusconi en Italie en passant par des représentants américains, les grandes puissances se sont accommodées de Khadafi. Les droits démocratiques et sociaux du peuple libyen ont toujours été le cadet de leurs soucis quand ils lui vendaient des armes et des avions mais aussi quand la France, par exemple, offrait son savoir-faire militaire en entraînant directement les troupes libyennes. La révolution populaire libyenne est en marche. Elle doit être l'œuvre des Libyens eux-mêmes. Sans ingérence des impérialistes sous quelque forme que ce soit et en liaison et en harmonie avec les autres peuples engagés dans des processus révolutionnaires.

leur monde...

Sois vieille et tais-toi. J'ai 90 ans et une aide-soignante employée par une association agréée assure mon « habillage ». Cette aide change chaque jour pour éviter que les personnes âgées qui ont tendance à développer des liens avec les employés qui les soignent ne soient tentées de s'y attacher. L'association gestionnaire est stricte sur ce point.

Il y a quelques temps, j'ai contracté une bronchite et j'ai donc informé l'aide que je n'irai pas à la douche ce jour-là. Celle-ci a alors déclaré qu'elle me laverait « là », c'est-à-dire sur mon canapé où j'ai l'habitude de rester. J'ai dit « non » et elle a alors rempli une bassine, jeté un gant de toilette. D'une main elle m'a giflée et de l'autre m'a aspergée avec le gant ruisselant. J'ai crié « au secours, elle me bat ». Ma voisine a alors appelé les pompiers. Pour ma part, malgré mes faibles

forces, j'ai essayé de lui rendre la pareille. Mais c'était la lutte éternelle du pot de terre contre le pot de fer. Les pompiers, arrivés rapidement et au vu de mon cou rouge gonflé et de la situation, m'ont emmenée à l'hôpital pour un contrôle général et une vérification de mon état. Enfin, retour à mon domicile. Je n'avais rien de cassé. La direction de l'association qui emploie les aides de vie et que j'ai évidemment sollicitée s'est ensuite étonnée de l'événement et a interrogé l'aide qui a déclaré n'avoir jamais frappé qui que ce soit. La morale de cet épisode touche aux limites de la méchanceté envers les personnes âgées et elle est évidente et sage : « Sois vieille et tais-toi ». Mais, ce jour-là, j'ai résisté. Combien subissent insultes et humiliations durant leur grand âge? Plus que l'on ne croit.

Paulette, comité NPA Paris 14^e

L'UMP congatule Zemmour. Éric Zemmour, chroniqueur à la télévision, y compris celle du service public, a été condamné deux fois pour provocation à la discrimination raciale. Il avait fait l'apologie de la discrimination raciale à l'embauche et du contrôle au faciès, deux pratiques délictueuses. L'UMP, pour ne pas être en reste avec le Front national, s'est empressée d'apporter un soutien bruyant à Zemmour. Thierry Mariani, secrétaire d'État aux Transports, a regretté la décision de justice en dénonçant les « professionnels de l'antiracisme », visant SOS Racisme, la Licra et le Mrap. Thierry Mariani est un des grands partisans d'un débat sur la « place de l'islam en France » qui serait urgent et préoccuperait tous les Français car, selon lui, contrairement aux autres religions, l'islam « pose des problèmes ». Pour bien indiquer sa connivence

avec les propos de Zemmour, l'UMP l'a invité à un débat public sur le « trop-plein de normes ». On suppose que les lois condamnant le racisme font partie de ce trop-plein, surtout quand elles osent condamner l'ex-ministre de l'Intérieur Hortefeux pour injures raciales. Le message de l'UMP est qu'il faut laisser les racistes développer leurs idées et que l'on peut même organiser des débats avec eux sur ce sujet. Après les propos aux relents antisémites de Christian Jacob contre Dominique Strauss-Khan, cette invitation est un nouveau clin d'œil complice de l'UMP à tous les électeurs du FN.

La prise en charge de la dépendance : une affaire de femmes ?

La réforme de Sarkozy sur la dépendance sera une nouvelle attaque contre le droit à la santé, et particulièrement celle des femmes. La contre-réforme des retraites avait déjà mis en évidence les discriminations entre hommes et femmes, ce nouveau chantier ne fait que les confirmer. Dans le domaine de la dépendance des personnes âgées, les femmes sont doublement touchées. En tant qu'usagères : l'espérance de vie des femmes, plus longue que celle des hommes, va les confronter - statistiquement parlant - à la perte d'autonomie. Trois quarts des personnes âgées dans les établissements d'hébergement permanents ou temporaires sont des femmes. Ayant des retraites plus faibles (825 euros pour les femmes et 1426 euros pour les hommes, tous régimes confondus), elles sont déjà pénalisées dans l'accès aux Ehpad¹, vu le montant des frais

d'hébergement. Ce qui est vrai aujourd'hui sera pire demain, avec les projets d'une Sécu à deux ou trois vitesses. Les femmes sont également touchées en tant que salariées : dans les maisons de retraite, le personnel est féminin à 88% et cumule bas salaires et manque chronique de personnel, d'où des conditions de travail éprouvantes. Dans le secteur du maintien à domicile, le personnel est presque exclusivement féminin : le statut des auxiliaires de vie scolaire (AVS) est peu reconnu et dévalorisé, alors qu'il existe un diplôme national. Mais le comble est sûrement atteint avec les aidants dit « naturels » : il s'agit là de personnes non professionnelles (le plus souvent conjoint ou enfant) qui s'occupent au domicile des personnes âgées dépendantes à plein temps ou à temps partiel. 70% des aidants sont des aidantes ! Quand la personne aidée est un

homme, l'aidant est la conjointe dans 70% des cas. Or, quand c'est le contraire, le conjoint n'est aidant que dans 30% des cas ! Quand il s'agit des enfants, ce sont les filles plus que les fils qui s'occupent des parents. On retrouve la même répartition sexuée du travail dans les tâches ménagères qui sont réalisées essentiellement par des femmes (65% contre 45% par des hommes) et les soins physiques (44% contre 26%). Rien d'étonnant, hélas, dans cette situation, tous les métiers relevant de l'aide à la personne sont traditionnellement féminins, tant ils renvoient à la division sexuelle du travail. Les femmes occupent les postes qui sont des prolongements directs de leur rôle dans la famille. Prendre en charge parents et enfants (et désormais conjoint), n'est-ce pas, dans les représentations sociales, la fonction naturelle des femmes ?

La prise en charge des personnes dépendantes au domicile souligne cruellement la pérennité de ces représentations. Le statut « aidantes naturelles » est hélas une réalité. Dans le débat en cours, le risque est grand de le voir banalisé et justifié. À l'inverse notre démarche est de promouvoir un service public avec des emplois et des formations adéquates, des statuts revalorisés et une lutte pour la mixité des emplois. La prise en charge des personnes âgées doit être l'affaire de tous et toutes, hommes et femmes, filles et fils. Un nouveau défi dans la lutte contre le sexisme quotidien.

Correspondant

1. Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Le FN et les syndicats

Fabien Engelmann, secrétaire de section syndicale exclu tout récemment de la CGT après avoir annoncé sa candidature aux cantonales sous la bannière du FN en Moselle, voudrait relancer médiatiquement le débat sur l'indépendance des syndicats face aux partis politiques. Véritable girouette, cet ex-militant LO, puis NPA avec qui il se présentait aux régionales 2010, s'affiche aujourd'hui ouvertement au FN et attaque la CGT pour discrimination et atteinte à la liberté d'expression. Les statuts de la CGT disent cependant clairement : « Prenant en compte l'antagonisme fondamental et les conflits d'intérêts entre salariés et patronat, entre besoins et profits, elle combat l'exploitation capitaliste et toutes les formes d'exploitation du salariat. C'est ce qui fonde son caractère de masse et de classe. » Le FN serait-il devenu un parti ouvrier ?

Depuis sa nomination à la succession de son père, Marine Le Pen tente de développer un discours « social » frontiste et personne n'ignore qu'ouvriers et chômeurs font partie de l'électorat visé par le FN, à plus forte raison en cette période de crise. À l'époque du règne du milliardaire de Saint-Cloud, cette stratégie d'infiltration dans le milieu syndical résultait du désir du FN d'intégrer le mouvement ouvrier par le biais des syndicats. Cette intrusion dans le monde syndical n'est pas nouvelle, puisque déjà dans les années 1990, à l'initiative de Bruno Mégret et Gollnisch, le parti tente de créer des syndicats frontistes, interdits sur décision judiciaire. Aujourd'hui, cette tentative qualifiée d'échec stratégique par Louis Aliot, vice-président du FN, pourrait expliquer la volonté d'intégrer massivement et ouvertement les syndicats « traditionnels » pour conquérir de nouveaux membres et avaliser le prétendu discours social de l'extrême droite.

Car le fond du programme politique du FN ne saurait occulter l'impossibilité d'une articulation avec un discours lutte des classes de défense des travailleurs face au patronat. Outre que le FN prône l'allègement des « charges » patronales, les retraites par capitalisation et la limitation du droit de grève, le parti de Marine Le Pen, dont elle assume la totalité de l'héritage, continue de développer une hiérarchie entre travailleurs nationaux et étrangers, qui selon le FN seraient la cause évidente du chômage et du déficit public. Cette politique de « racialisation » des problèmes sociaux par les nationalistes au travers de l'outil syndical provoque fort heureusement une réponse radicale de la CGT. Il faut souligner d'ailleurs l'offensive actuelle des syndicats, par l'exclusion d'Engelmann et la suspension immédiate de l'affiliation du syndicat de Nilvange qui continue de le soutenir, mais aussi par l'édition d'une brochure du groupe Visa¹ pour dénoncer la stratégie de travestissement de la propagande de l'extrême droite. Il faut travailler à démanteler la propagande du FN en direction du mouvement ouvrier, construire une offensive politique urgente combinée à un travail de formation sur les projets nationalistes et fascisants (en France et en Europe). Cette réponse politique de masse ne doit aucunement s'établir et se focaliser autour des futures élections présidentielles mais sur les réponses de la gauche anticapitaliste face à la crise et au-delà, sous peine de se réveiller une nouvelle fois avec une gueule de bois.

Hannah & Bikou

1. Vigilances et initiatives syndicales antifascistes.



C'est la faute au coût du travail !

Le « modèle allemand » que gouvernement et patronat nous vantent tant n'est qu'un faux prétexte pour mettre en cause le coût du travail et imposer de nouvelles régressions sociales.

La crise est loin d'être terminée. Elle s'accroît de jour en jour et sert de prétexte aux dirigeants européens pour mettre en place plans d'austérité sur plans d'austérité et trouver des boucs émissaires pour tous les maux : les travailleurs. L'Allemagne est souvent prise comme modèle par le patronat et le gouvernement français pour mettre en place de nouvelles régressions sociales. Aujourd'hui encore on n'y échappe pas : si la France a une croissance (+0,6%) plus faible que l'Allemagne (+2,2%), c'est forcément la faute du coût du travail. Selon la présidente du Medef, Laurence Parisot, le coût horaire de la main-d'œuvre, tous secteurs confondus, s'élèverait à 37,41 euros en France contre seulement 30,2 en Allemagne. Démontrant ainsi que les cotisations sociales, la durée du travail sont de véritables

fardeaux pour les entreprises et plus largement pour notre économie. Idée reprise rapidement par le nouveau chef de file des parlementaires UMP, Christian Jacob, qui propose d'abaisser les « charges sociales » qui, selon lui, ne seraient payées que par une minorité et d'augmenter la TVA car « c'est ce qui a été fait en Allemagne et qui a très bien marché ». Sauf que la TVA est l'impôt le plus injuste socialement et que son augmentation aurait un impact sur la consommation, ce qui consisterait à détruire définitivement notre protection sociale. Mais l'Insee vient de révéler que les chiffres avancés par le Medef sont erronés. L'institut a recalculé les coûts horaires de la main-d'œuvre dans l'industrie : il s'élève en réalité à 33,16 euros en France et 33,37 euros en Allemagne. Au-delà de ces calculs d'experts, on voit de nouveau

comment le patronat et le gouvernement se servent de la construction européenne : en divisant les salariés entre eux. Et derrière cette nouvelle polémique, le Medef s'attaque une fois de plus au temps du travail, aux salaires, au niveau des cotisations sociales et cherche, comme en Allemagne, à transférer une partie de cette « charge » (surtout celle relevant de la santé) sur la TVA. En exonérant ainsi le patronat d'une partie du salaire, il en reporterait la charge sur l'impôt le plus socialement injuste. Chaque jour, de plus en plus, le prix de « la crise » et de « la croissance » est d'abord payé par les salariés, les précaires, les chômeurs, les retraités qui survivent au lieu de vivre. Il est urgent de changer la donne. Pour cela, il faut prendre sur les profits. En 2010, les principaux PDG du CAC 40 ont dégagé 85 milliards d'euros de profits pour 2010 dont près

de la moitié va continuer à gonfler la fortune des gros actionnaires. Contrairement à ce que le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, suggère, augmenter les salaires, les cotisations sociales, les retraites et les minimas sociaux de tous et toutes et en finir avec les exonérations sociales ne serait pas une « bêtise » mais permettrait entre autres d'améliorer la protection sociale, l'assurance-chômage, les retraites... Les grèves de ces dernières semaines en France comme en Allemagne mais aussi en Grèce, montrent que la question des salaires devient une revendication centrale pour de nombreux salariés européens qui refusent toujours de payer la crise des capitalistes !

Sandra Demarcq



Tunis, le 24 janvier. La population manifeste devant le Premier ministre (Kasba). (PHOTO THÉQUE ROUGE/AKREMI MESBAH)

La révolution permanente !

TUNISIE. Sous la pression populaire, le gouvernement a fait tomber quelques têtes. Mais le pays est toujours dirigé par d'anciens collaborateurs de Ben Ali. La contestation populaire se poursuit.

Il n'aura fallu que 45 jours au mouvement populaire tunisien pour venir à bout du Premier ministre du gouvernement de transition Mohammed Ghannouchi et des ministres de l'Industrie et de la Planification. C'est dire à quel point le processus révolutionnaire en cours, loin de s'accommoder des fausses solutions et des replâtrages de façade, ne laisse aucun répit aux tenants du vieil ordre post-colonial. L'ancien Premier ministre de Ben Ali, farouche partisan du capitalisme le plus libéral, n'a pas résisté, n'a pu résister, à la mobilisation populaire, ses exigences démocratiques, ses revendications sociales, et sa détermination à tourner définitivement la page avec l'ancien régime. Depuis près de deux semaines, la contestation s'est notablement intensifiée, s'invitant même jusque sur la place du gouvernement dans un nouveau sit-in permanent. Le coup décisif a été la puissante manifestation de plus de 100 000 personnes le vendredi 25 janvier, et les affrontements entre la police et la jeunesse qui ont fait cinq morts et des centaines de blessés pendant le week-end. Dans l'impossibilité d'exprimer la seule et vraie raison de l'échec de son gouvernement (son incapacité à répondre aux revendications portées par le mouvement social), Ghannouchi en appelle à une mythique «majorité silencieuse seule capable de mettre un terme au complot qui

se trame contre la révolution». L'usage de cette théorie du complot, usée jusqu'à la corde, colportée par la presse restée fidèle au régime et reprise par certains médias occidentaux n'a qu'un but : discréditer le mouvement populaire et tenter de démontrer qu'il n'existe pas d'alternative à la dictature... sinon une démocratie formelle, avec quelques avancées en matière de libertés, mais sans prise en compte de la question sociale. Mais la droite tunisienne ne se contente pas aujourd'hui d'agiter le chiffon rouge d'un mythique complot ourdi par on ne sait qui, elle s'en prend directement à la centrale syndicale UGTT, membre du conseil de protection de la révolution, qu'elle accuse de s'immiscer dans les affaires politiques. Les partisans de Ben Ali, toujours actifs, aimeraient bien écarter les syndicalistes, principaux artisans du soulèvement populaire et de la grève générale qui ont été décisifs dans la chute de la dictature. Ils profitent pour cela de l'image dégradée du secrétaire général de l'UGTT, Abesslem Jrad, peu combatif sous la dictature et fraîchement rallié à la révolution. Mais à travers l'image du secrétaire général, c'est tout le mouvement syndical qui est visé. C'est aux syndicalistes et à eux seuls de décider de l'avenir de leur syndicat, tout juste sorti de décennies de dictature. Toutes ces manœuvres ne pourront

entraver le cours de la révolution, et ce n'est certainement pas en changeant de Premier ministre que la bourgeoisie tunisienne va sauver le régime. Le «nouveau» nommé, Béji Caïd Essebsi, âgé de 87 ans, coupé des réalités sociales comme son prédécesseur, issu lui aussi de la dictature, n'a pas la moindre chance de faire mieux, grillé d'avance par son allégeance au régime de Ben Ali. «Le changement intervenu le 17 novembre 1987 est une réponse aux demandes populaires et politiques.» Cette phrase prononcée en juin 2009 par Essebsi en dit plus qu'un long réquisitoire. Répétons-le, un dictateur est tombé mais le système, lui, est toujours en place. Il est certes fragilisé et vacille sous les coups de boutoir d'une mobilisation populaire permanente et de haut niveau. Mais tant que les fondements mêmes de la dictature n'auront pas été attaqués et que son appareil d'État continuera de fonctionner, même imparfaitement, tant que la propriété privée des moyens de production ne sera pas remise en question, tant que le remboursement de la dette publique n'aura pas été annulé, tant que les acteurs de la révolution ne les prendront pas eux-mêmes à bras le corps, les questions sociales ne seront pas résolues.

Alain Pojolat

en bref...

Irlande: désaveu cinglant pour le gouvernement. Les électeurs irlandais ont comme prévu infligé une cuisante défaite aux partis qui, au gouvernement, ont imposé deux plans d'ajustement aux conséquences dramatiques pour la population. Avec un peu plus de 17% des voix, Fianna Fail, parti de droite qui a exercé le pouvoir 20 ans sur les 23 dernières années, subit une défaite historique, et, secondairement, les Verts paient leur participation au gouvernement et sont balayés du champ politique. Cela étant, Fine Gael, vainqueur des élections avec plus de 36% des voix, en passe de constituer un gouvernement de coalition avec le parti travailliste irlandais, n'incarne en aucun cas une alternative. La distinction entre Fianna Fail et Fine Gael remonte à la guerre civile qui a suivi l'indépendance, au début des années 1920, lorsque Fianna Fail incarnait les intérêts de la bourgeoisie nationaliste. Cette distinction n'est plus réellement fonctionnelle aujourd'hui. Ouvertement libéral, Fine Gael feint de croire possible une renégociation du plan d'austérité mais ne s'y oppose pas. L'élection de cinq députés anticapitalistes, dans le cadre de la coalition United Left Alliance, constitue la bonne nouvelle du scrutin. L'ensemble de ces éléments indique une situation sociale et politique bouleversée par la violence des effets de la récession et des politiques qui l'accroissent. Le choix assumé de faire payer la crise

aux salariés a conduit à des baisses de salaires très importantes, à des coupes claires dans les services publics et les budgets de l'aide sociale, et à l'aggravation d'une fiscalité déjà très inégalitaire. Nous nous félicitons de la défaite de Fianna Fail. Reste à défaire le plan qu'il a négocié avec Bruxelles.

Les copains d'abord! C'est dans les coups durs que l'on compte ses vrais amis. Alors que la dictature libyenne est aux abois et que son leader ne dirige plus que quelques quartiers de Tripoli, Hugo Chávez propose ses bons offices, promettant s'il le faut de se déplacer en personne pour renouer le dialogue entre Khadafi et l'opposition et trouver «une solution politique plutôt que d'envoyer les marines en Libye». À l'occasion d'une visite au Venezuela de Khadafi, le président Chávez n'avait pas hésité à décorer le dictateur de l'ordre Simon Bolivar, plus haute distinction du pays. Que les États aient entre eux des relations ne relevant pas forcément d'une proximité idéologique est une évidence, mais l'attitude de Chávez va bien au-delà et constitue sans doute une désillusion pour ceux qui portaient crédit et respect à la révolution bolivarienne. Chávez, pas plus qu'un autre, n'a à se substituer à l'opposition libyenne pour trouver une issue politique à la situation actuelle.

WISCONSIN

«Union Power!»

ÉTATS-UNIS. Les salariés syndiqués du Wisconsin se mobilisent contre un projet de loi qui supprimerait de fait l'action des syndicats.

Depuis plus d'une semaine, des dizaines de milliers de fonctionnaires syndiqués de l'État du Wisconsin déferlent sur Madison, la capitale, et entourent et occupent le Capitole. Des milliers de syndicalistes et d'étudiants se sont joints à eux. Ce mouvement entre dans sa deuxième semaine et ne montre aucun signe d'affaiblissement. Qu'est-ce qui a provoqué ce véritable tremblement de terre politique, un de ces moments rares aux États-Unis où la notion presque taboue de classe sociale apparaît au grand jour et où les employés revendiquent leurs droits en faisant grève, en manifestant? C'est le projet de loi du gouverneur républicain du Wisconsin, Scott Walker, qui prévoit entre autres de réduire drastiquement les droits des syndicats à représenter les travailleurs et de diminuer de 10% les salaires des fonctionnaires. Les syndicats seraient légalement cantonnés aux négociations salariales, toute autre activité serait hors la loi. Cela équivaut à la destruction des syndicats du secteur public au Wisconsin et potentiellement de tous les syndicats aux États-Unis. Le Parti républicain contrôle la Chambre et le Sénat – porté en novembre par la vague électorale du Tea Party – mais la loi reste bloquée au Sénat. Les quatorze sénateurs démocrates se sont réfugiés dans l'Illinois pour ne pas avoir à la voter, ce qui rend son passage impossible. Il va sans dire que l'importance de la mobilisation et sa popularité dans l'opinion au Wisconsin ont contraint les sénateurs démocrates à quitter l'État.

Un combat sans merci s'engage donc : Walker met la pression, d'abord sur les sénateurs en faisant passer une loi qui requiert leur présence pour toucher leur salaire, mais surtout sur les employés du Wisconsin. Plus de 5000 d'entre eux devraient ainsi recevoir une lettre annonçant leur licenciement imminent s'ils ne retournent pas au travail. Il y a aussi l'opinion publique : dans la presse nationale et sur les chaînes d'information câblée (CNN, Fox, MSNBC), les éditorialistes des think-tank conservateurs se mettent au diapason, dénoncent les prétendus privilèges des syndiqués et expliquent doctement que tout le monde doit faire des sacrifices pour tenter de combler le déficit budgétaire, tout en occultant bien entendu ses causes.

Mais la sauce ne prend pas aussi bien qu'avant : au Wisconsin le déficit était relativement faible et a été accentué par des coupes massives d'impôts octroyées aux grandes entreprises par le gouverneur Walker. C'est donc clair : les travailleurs doivent payer pour les cadeaux fiscaux au patronat! Par ailleurs la loi permettrait aussi la privatisation de toutes les entreprises publiques de l'État sur simple décret du gouverneur.

L'enjeu du mouvement au Wisconsin est donc de taille : le fonctionnement des États-Unis comme une oligarchie où les institutions prétendues démocratiques (médias, Sénat, Chambre, gouvernement) sont une véritable courroie de transmission pour le grand patronat, est mis en cause. Car ce projet de loi est proposé dans beaucoup d'autres législatures du pays. En Indiana et en Ohio, la mobilisation a déjà commencé avec manifestations et occupations pour défendre les droits des syndicats à combattre pour les travailleurs.

Pourtant, dans cette bataille de portée au moins nationale, le président Obama n'a pas eu un mot de soutien pour les employés en lutte et n'a pas pris de position publique sur le mouvement populaire au Wisconsin. Motivé par sa réélection, Obama est soucieux de ne pas s'aliéner des grands contributeurs. Il vise à occuper le centre politique et à se placer «au-dessus de la mêlée». Le président a donc récemment proposé pour le budget fédéral l'arrêt des subventions pour l'achat de gasole pour chauffer le logement des familles les plus démunies.

Les travailleurs ne peuvent donc compter que sur eux-mêmes dans cette lutte contre le patronat qui s'acharne à détruire la possibilité même de se syndiquer. Des manifestations de solidarité ont eu lieu ce week-end dans toutes les capitales des 50 États pour montrer la détermination des employés et la nouvelle émergence d'une conscience de classe. En cela, le mouvement au Wisconsin n'est qu'un début.

Olivier Gloag, depuis le Wisconsin

No ga

En France, on n'a pas de pétrole, mais on a... des gaz de schiste. Nouvelle ruée vers l'or, pour une source d'énergie non renouvelable et très polluante, les permis d'exploration se multiplient, quitte à bousculer quelques règlements et passer outre l'avis des populations et des élus locaux. Face à la disparition progressive des énergies fossiles, ces nouvelles recherches puis l'exploitation des gaz de schiste ne sont motivées que par les appétits démesurés et incontrôlés des dirigeants et des actionnaires des multinationales de l'énergie. Face aux dangers et à la fuite en avant énergétique du capitalisme, il est pourtant nécessaire de laisser ces gaz dans le sol. La résistance s'organise, et la première manifestation d'ampleur a réuni près de 20 000 personnes en Ardèche le 26 février dernier.

Du gaz dans l'eau

Gaz de schiste, gaz de houille, gaz de réservoir compact sont trois types de réserves « non conventionnelles » de gaz naturel. Contrairement aux réserves conventionnelles, facilement exploitables, les réserves non conventionnelles sont situées dans des gisements peu accessibles ou peu perméables. Il existe également des réserves non conventionnelles de pétrole (sables bitumineux, pétroles lourds, schistes bitumineux), mais à la différence des gaz, leur transformation en produits commerciaux après leur extraction nécessite un traitement chimique lourd. L'exploitation des réserves de gaz non conventionnelles a été rendue possible par le développement de techniques d'extraction, combinant la fracturation hydraulique et le forage horizontal. Le procédé consiste à :

- 1) forer un puits, d'abord vertical puis horizontal (afin d'augmenter la surface de contact avec la couche exploitée),
- 2) y injecter un fluide sous haute pression (composé d'eau et/ou d'air ainsi que de nombreux additifs chimiques), afin de fracturer la roche initialement compacte et peu perméable.
- 3) injecter dans les fractures créées un « propant » (un agent de soutènement composé de

sable, microbilles de céramique...) afin d'éviter leur fermeture,

- 4) extraire le gaz issu des fractures par pompage du fluide de fracturation. Cette technique consomme beaucoup d'eau : chaque forage nécessite l'utilisation de 7 à 15 millions de litres pour faire pression sur la roche et l'éclater. Elle est également très polluante :
 - contamination des eaux : l'eau envoyée pour faire éclater la roche contient, outre du sable, moult produits chimiques (polyacrylamide, isopropanol, xylène sulfonate de sodium...). Si près de la moitié de cette eau est récupérée dans des bassins de décantation, le reste, produits chimiques inclus, demeure dans le sous-sol, la roche et les nappes. De plus, dans nombre de régions où l'on prospecte, les nappes phréatiques sont importantes, plusieurs rivières y prennent leur source, comme dans le Larzac ;
 - contamination de l'air : rejet de gaz sulfurés, de CO₂ et de méthane (23 fois pire que le CO₂ en ce qui concerne l'effet de serre), flux continus de plusieurs centaines de camions par forage) ;
 - dégradation du terrain autour du forage. Pour chacun, on peut répéter l'opération de fracturation (c'est-à-dire l'injection des 7 millions de litres

d'eau) plus d'une dizaine de fois, ce qui augmente encore la quantité d'eau nécessaire. De plus, un seul forage ne suffit pas puisqu'il s'agit d'éclater des roches et non de pomper un liquide, il peut donc y avoir jusqu'à un puits de forage tous les 300 mètres. A la modification et la fragilisation du sous-sol s'ajoute donc une dégradation des paysages, des lieux de vie et d'habitat de la faune et de la flore. Pour que l'extraction en vaille la peine, c'est un trafic et une exploitation intensifs qu'il faut promettre, avec tous les risques de manque d'entretien et de laisser-aller quant aux réparations propres aux capitalistes et nécessaires aux profits. Les fuites sont quasi inévitables. Sans compter le réseau de gazoducs à construire pour acheminer le gaz !

L'article 27 du Grenelle de l'environnement qui parle de « garantir l'approvisionnement durable en eau de bonne qualité propre à satisfaire les besoins essentiels des citoyens » et le code de l'environnement qui impose l'avis et la participation des citoyens sur de tels projets deviennent d'inutiles gadgets quand il s'agit d'imposer aux populations une fuite en avant énergétique.



Avancer en reculant ou la politique énergétique du gouvernement

Les gaz de schiste sont le dernier avatar de la politique du gouvernement, qui peut sans vergogne tenir un discours en accord avec la politique européenne favorable au développement des énergies renouvelables (ER), et mener en réalité une stratégie rétrograde et productrice de gaz à effet de serre (GES) basée sur le nucléaire et les hydrocarbures. En effet, difficile de conduire une politique pronucléaire tout en développant les ER comme le font nos voisins : Allemagne, Danemark, Espagne pour ne citer que les champions.

On pratique assidûment le grand écart. D'un côté les conciles sur l'environnement (le Grenelle qui a donné les lois Grenelle I et II) et les belles mesures qui se succèdent comme autant de preuves de notre bonne volonté nationale (loi du « facteur 4 »¹, principe constitutionnel de précaution, charte de l'environnement²...). On nous fait croire à une stratégie nationale en pointe sur la question de l'énergie et de la réduction des GES, forte d'une avance stratégique donnée par notre parc hydro-électrique. De l'autre côté, nos gouvernants mènent une politique de sape systématique de la réorientation énergétique et industrielle, et évitent soigneusement de porter le débat sur la place publique. Les faits et décisions parlent d'eux-mêmes. Depuis plusieurs années le gouvernement déploie une politique offensive commerciale et stratégique sur l'énergie électronucléaire qui s'avère ruineuse pour la recherche comme pour le budget. Les énergies renouvelables peinent à émerger. Les filières comme l'éolien, le solaire et le biogaz sont victimes d'une législation très restrictive, d'un manque de clarté et de continuité dans l'orientation stratégique. Une des premières décisions du

nouveau gouvernement a été d'imposer un moratoire du tarif subventionné pour le solaire, brisant net l'élan d'une des seules filières en développement et créatrice d'emplois dans le domaine de l'énergie.

En parallèle, une stratégie de relance de l'industrie des hydrocarbures était établie de longue date, notamment par l'accord pour des permis d'exploration pour des gaz de schiste sur pratiquement 50 000 km², soit un peu moins d'un dixième du territoire métropolitain.

Voilà la stratégie de l'État : limiter au maximum l'expansion rapide les nouvelles filières de l'énergie, non maîtrisées par notre lobby industriel national aux méthodes colbertistes d'ingénieurs centraliens. Puis ouvrir grand les portes au nouveau (et dernier?) rebond des énergies pétrolières et gazières, porté par nos fameux « fleurons industriels » que sont Total et GDF-Suez. Ce n'est nullement un hasard si ces deux compagnies ont obtenu les permis les plus importants et les plus prometteurs dans le sud de la France et qu'elles se sont associées à des entreprises américaines expérimentées dans la technique du puits horizontal et de la fracturation hydraulique, nécessaire pour exploiter les gaz de schiste³. Total E&P France demande actuellement une extension du permis d'exploration de Montélimar, tandis que Schuepbach Energy vient de déposer une demande dans le Var, englobant une grande part du parc du Lubéron.

Tout cela au nom d'une sacro-sainte et mythique « indépendance énergétique » qui n'a jamais existé, alors qu'il faudrait nous tourner résolument vers d'autres modes de fonctionnement. Tout cela dans une opacité propre au fonctionnement de l'État

sur les « grandes questions stratégiques ».

Les ingénieurs des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal), lorsqu'ils sont sollicités par les collectifs de résistance à l'exploitation des gaz de schiste, relaient impassiblement le message manichéen des tenants du libéralisme et de la croissance à tout crin : ou les gaz de schiste ou l'abandon de la société industrielle... Pourquoi en effet se priver d'une telle manne si on peut le faire proprement ? Et puis, il faut avoir confiance dans l'appareil administratif français, qui ne laissera jamais passer des horreurs écologiques comme aux USA !

Malheureusement, l'histoire en France et ailleurs montre bien qu'en dernier ressort, c'est toujours le contribuable qui subit les dégâts et qui paie les programmes de dépollution. Il suffit de voir les cas récents en France de l'amiante, des mines de plomb, zinc et autres ressources comme l'or ou l'uranium. Dans l'ensemble, les entreprises disparaissent et l'État prend tout son temps pour réparer les dommages, qui sont parfois irréversibles à l'échelle de plusieurs générations. L'histoire montre aussi que l'appareil politique et les grands corps d'État sont en collusion très proches.

Alors plutôt que de les croire sur parole, jouons le principe de la prévoyance, refusons les gaz de schiste et passons à autre chose !

1. Loi Pope du 13 juillet 2005, qui stipule que la France doit diviser sa consommation d'énergie par quatre d'ici 2050, jugée irréaliste par les ONG environnementalistes du fait du manque de traduction de cette loi en mesures concrètes et en une véritable politique de la sobriété et de l'efficacité.
2. Inscrite dans la Constitution en 2004.
3. Voir animations et dossiers sur <http://app.owni.fr/gaz/> et d'autres sites militants tels que www.gazdeschiste-cevennes.com

Zaran

DE LA PROSPECTION



Exploitation des sables canadiens et des gaz étatsuniens : un bilan accablant

L'Amérique du Nord a un train d'avance dans la folie extractive. Depuis de nombreuses années, le Canada a engagé l'exploitation des sables bitumineux (tar sands) en Alberta, et les États-Unis se sont lancés dans l'exploitation des gaz de schiste (gas shale). La situation écologique et sociale qui en découle est sans appel. En juillet 2010, un comité parlementaire canadien a mis au secret un rapport relatif à l'exploitation des sables bitumineux, allant jusqu'à faire détruire les copies du document. Cet épisode ahurissant est à la mesure du désastre qu'il convient d'étouffer pour poursuivre la juteuse exploitation en cours, qui bénéficie du soutien des principaux partis politiques du pays. L'extraction des sables est la source de gigantesques quantités de déchets toxiques stockés dans des bassins de décantation couvrant une surface de 170 km² le long de la rivière Athabasca. Ces bassins fuient et polluent la rivière mettant en danger les populations qui dépendent étroitement de son écosystème, parmi lesquels des communautés de peuples premiers. Cette pollution concerne aussi les aquifères. La toxicité est telle qu'un oiseau se posant sur ces bassins risque d'en mourir. Le taux de cancers, de maladies cardiovasculaires et respiratoires dans les populations environnantes est en forte croissance. Sans compter que l'exploitation des sables est réalimentée par le biais de l'importation

massive de main-d'œuvre mexicaine, philippine et chinoise, employée sous un statut très précaire de «travailleur étranger temporaire» dont les conditions de travail, difficiles à étudier, ont tout l'air d'être catastrophiques. L'extraction des sables nécessite un déplacement de matière et l'utilisation de ressources proprement délirants : deux tonnes de sable ne génèrent qu'un seul baril de brut après avoir utilisé au moins trois barils d'eau. Une seule des quatre grandes mines d'Alberta a déjà déplacé une quantité de sol supérieure au volume de la grande pyramide de Kheops, de la grande muraille de Chine, du canal de Suez et des dix plus grands barrages du monde réunis ! La destruction de paysages, de forêts, d'habitats naturels et de biodiversité qui en résulte est difficilement évaluable. Enfin, l'extraction des sables englutit l'équivalent de la consommation en gaz naturel de 3 millions de ménages canadiens et engendre l'émission de trois fois plus de gaz à effet de serre que celle de pétrole conventionnel. Et au final, tout cela pour produire une énergie fossile dont la combustion va encore accroître ces émissions. Plus au sud, la folie extractive n'est pas en reste. L'exploitation de gaz de schiste aux États-Unis a littéralement explosé depuis dix ans provoquant là encore des dégâts écologiques et sociaux considérables. Premier problème, comme pour les sables, la pollution des eaux souterraines et ses conséquences sur la

faune, la flore et les hommes. La quantité d'eau utilisée est énorme (chaque fracturation consomme 7 à 15 millions de litres et chaque puits peut être fracturé jusqu'à quatorze fois), et seule une partie de l'eau est récupérée, 20% au moins restant dans le sol. L'étanchéité du circuit d'extraction par rapport aux aquifères est tellement peu assurée qu'à certains endroits l'eau du robinet, saturée de gaz, prend feu. Et si le gaz passe, c'est aussi le cas des produits chimiques utilisés en grand nombre. En dépit du secret gardé par les compagnies sur les produits utilisés, on sait que beaucoup d'entre eux sont très dangereux pour la santé humaine. Plusieurs cancérigènes ont par exemple été identifiés. En Arkansas, une multiplication de mini-séismes a été observée, dont de nombreux spécialistes pensent qu'ils résultent directement de l'activité de fracturation. Ils entraîneraient la libération de gaz et vapeurs toxiques expliquant la mort brusque et massive d'oiseaux et de poissons, observée dans cet État américain. L'extraction des gaz de schiste est enfin très polluante : l'activité du gisement de Barnett Shale au Texas provoque autant de pollution que le trafic automobile de la ville proche de 725 000 habitants. Et tout cela encore une fois pour produire de l'énergie sale, génératrice de gaz à effet de serre. Que la triste expérience d'outre-Atlantique vienne donc renforcer notre détermination !

Menaces contre l'agriculture

L'exploitation des gaz de schiste impose une destruction massive des pratiques sociales et agricoles de la région qu'elle concerne. Ce changement d'objectif de production engendre des modifications importantes dans le mode de vie et l'activité locale. Toute la région concernée est vouée à une tâche : fournir des gaz de schiste. C'est exactement ce qui se passe pour le pétrole, dont la production massive aboutit à la régression de tous les autres secteurs économiques, en particulier du secteur agricole. Au niveau national, on continue de régresser sur la question de la souveraineté alimentaire pour promouvoir une hypothétique indépendance énergétique à court terme (le gaz est fossile et épuisable) qui plus est polluante. La casse du tissu local est à peine prise en compte dans les projets d'exploitation de gaz, il existe un réel mépris pour les paysans, les artisans et plus généralement tous ceux qui vivent dans et de la région. Seuls les pôles urbains comptent comme espaces de vie. Les terres sont confisquées, comme

au bon temps de la royauté, pour l'appétit des princes et d'une certaine caste de capitalistes. L'agriculture et la production artisanale, les services et même le tourisme seront en grande partie détruits par cette activité énergivore : c'est une région rendue méconnaissable. La destruction répétée de la biodiversité sauvage et domestique, l'endommagement irréversible des écosystèmes et agrosystèmes locaux et spécifiques ne seront jamais compensés par l'exploitation des gaz de schiste ! De plus, l'extraction de gaz génère peu d'emplois locaux (spécialisation des cadres et pour le reste recherche de main-d'œuvre sous payée, au meilleur marché) et apporte très peu de recettes pour l'État et pour la région. Dans le cas du projet de l'est du Bassin parisien (Doué en Seine-et-Marne et Château-Thierry dans l'Aisne), la firme texane Toreador¹, à qui a été accordé le permis d'exploration dans le bassin et qui doit débiter ses forages à partir du 15 avril 2011, en prévoyant un baril à 1,72 \$, compte s'accaparer 59,5% des profits... Les taxes reversées à

l'État et à la région rapporteraient 20 fois moins que les profits des actionnaires ! Une aubaine annoncée pour une activité qui par ailleurs coûte encore plus cher que ce qu'elle rapporte. L'avenir nous commande, non pas de détruire (ou pomper) le potentiel de la nature et de ses ressources, mais d'inscrire nos activités dans les paysages en accord avec les possibilités naturelles de chaque région. Le tissu socio-économique est plus riche sans gaz de schiste qu'avec. Enfin, ces décisions gouvernementales, loin des besoins sociaux locaux, montrent combien il est nécessaire de se tourner vers la sobriété énergétique et le développement des énergies renouvelables propres. Nous n'imposerons cette politique que par une nationalisation des grands groupes énergétiques, permettant de refonder un service public de l'énergie, décentralisé, géré démocratiquement par les salariés et les usagers.

1. Dont le vice-président est J. Balkany, demi-frère de l'élu de Levallois et grand ami de Sarkozy.



Entre 15 et 20 000 personnes se sont rassemblées à Villeneuve-de-Berg, en Ardèche, à l'appel du collectif départemental de lutte contre la prospection du gaz de schiste. Les populations locales mais aussi des représentants de collectifs d'autres départements ont montré de façon éclatante par cette mobilisation impressionnante leur opposition à ce projet pour lequel elles n'ont pas été consultées. Cette manifestation marque une étape dans la mobilisation. Nul doute que d'autres suivront.



<http://altermob.org/>

Cette année, la France assure la présidence du G8 et du G20 et organisera leurs sommets, respectivement en mai et novembre 2011. La portée de ces sommets étant devenue planétaire, les mobilisations en préparation s'annoncent internationales ! Ce site a été créé pour permettre la convergence des mobilisations et le rassemblement des mouvements, réseaux et organisations. Le recensement des dates des actions à venir et les textes d'appel y figurent. N'hésitez pas à le visiter pour préparer au mieux ces échéances...

l'essai

MILLÉNIUM, STIEG

ET MOI

EVA GABRIELSSON & M.F. COLOMBANI

Actes Sud
186 pages
20 euros

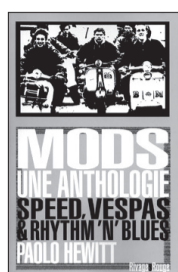


Il y a cinq ans à peine, il était impossible de prendre les transports en commun sans voir la moitié des voyageurs absorbés dans la lecture de *Millénium* de Stieg Larsson. Pas besoin de rappeler l'histoire de cette trilogie (jusqu'à aujourd'hui), son adaptation dans un délai record au cinéma a encore étendu son audience.

Il ne s'agit pas là d'un nouveau tome du best-seller, mais d'un essai rédigé par la compagne de Stieg Larsson. Elle y raconte leur vie en commun qui a commencé alors qu'ils n'avaient pas vingt ans et s'est achevée brutalement le 9 novembre 2004, par la mort d'une crise cardiaque de Stieg Larsson, avant même que le premier roman soit publié. Le lecteur y découvre que *Millénium* est largement inspiré par la vie de l'auteur et notamment par le combat antifasciste qu'il mena jusqu'à sa mort en collaborant à la revue trimestrielle *Expo*, entre autres. Eva Gabriëlsson expose également l'engagement de Larsson au sein de la IV^e Internationale qu'il quitta en 1987, mais sans renier ses idées progressistes. Sa vie a été soumise aux soubressauts du militantisme, notamment contre l'extrême droite dont il avait reçu de nombreuses menaces. C'est pour cela qu'il ne s'est pas marié, qu'il n'a pas eu d'enfants et que même à un certain moment, il évitait de se montrer avec sa compagne pour la protéger. Et c'est là que le côté sordide de l'histoire intervient : la loi suédoise ne reconnaissant aucun droit aux personnes vivant en union libre, la famille de Larsson avec laquelle il n'avait quasiment aucun lien s'est approprié l'héritage. La fortune issue de *Millénium*, bien sûr, mais également les droits sur l'œuvre. Or *Millénium* n'était pas voué à rester une trilogie et un 4^e tome était déjà à l'état d'ébauche avancée dans son ordinateur. Seule Eva Gabriëlsson pourrait le finaliser si elle obtient les droits intellectuels sur l'œuvre de son compagnon.

Dominique Angelini

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



LIVRE

MODS, UNE ANTHOLOGIE: SPEED, VESPAS & RHYTHM'N'BLUES

Paolo Hewitt (présenté par)

Rivages rouges
Londres, début des années 1960, de jeunes Anglais refusent de copier le style des amateurs de rock'n'roll américain. Ils adorent le look des musiciens qui révolutionnent alors le jazz. Modernistes (Paolo Hewitt parle de « gauchistes en mohair ») dans une société conservatrice, ils écoutent de la soul, du ska jamaïcain et certains groupes « locaux » comme les High Numbers (les futurs Who). Ils roulent lentement sur leur vespa pour être admirés et rendent les coups sur les plages de Brighton. Leur existence va profondément marquer la pop anglaise. Mais les temps changent. Certains se radicalisent et revendiquent crânement leur appartenance à la classe ouvrière face aux « bourgeois » hippies. Les hard mods deviennent les skins. C'est 1969 et déjà une autre époque. En 35 textes, tout est dit de l'odyssée (au sens quasi mythologique) des mods, y compris leurs liens obscurs avec le milieu gay, les clubs soul ou encore leur amour pour les « pilules ».

King Martov



CINÉMA

TRUE GRIT

Joel et Ethan Coen

Si le genre « western » est mort, il a encore quelques belles résurrections, grâce à Clint Eastwood ou aux frères Coen. Cette randonnée d'une fillette de 14 ans, décidée à tuer l'assassin de son père, est, comme il convient, mouvementée et truculente. Les frères Coen ont su marier une tradition hollywoodienne respectable et un certain type d'humour déjanté qui leur est propre, et leur référence n'est d'ailleurs pas le seul western (la musique est une citation du psaume que chantait l'assassin Robert Mitchum dans *la Nuit du chasseur*). Enfin il y a Jeff Bridges (vous rappelez-vous de lui, jeune amoureux de Clint Eastwood, dans *le Canardeur*, de Michael Cimino ?) en vieux tueur borgne.

Bref, rien que du plaisir.

Paul Louis Thirard



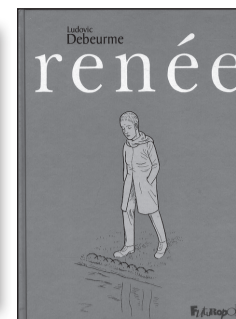
CD

BOXES, BAGELS & ELEPHANTS

KABBALAH

La meson Originaire de Marseille, le groupe Kabbalah participe depuis sa formation en 2004 à la résurrection de la scène juive klezmer. Mais nous sommes loin de nous limiter, dans ce cas, à une vision classique ou nostalgique, aussi respectable soit-elle. Cinq artistes, quinze instruments, enfourchés par trois langues distinctes, composent en effet un capharnaüm expansif et jouissif, dont la seule définition acceptable et tangible se résume peut-être dans leur slogan « Yiddish dada ». L'héritage d'Europe de l'Est et centrale, saupoudré d'influences orientales, revigoré d'énergie punk et de vibrations hip-hop, retrouve ainsi toute sa modernité et son actualité élégiaque. Ce nouvel album et la tournée qui l'accompagne offre de goûter sans modération à ces bagels sonores hallucinogènes (en concert le 5 mars à l'Entrepôt, à Paris, 14^e).

K.M.



BD

RENÉE

LUDOVIC DEBEURME

Futuropolis / 29 euros

Il y a six ans, Ludovic Debeurme racontait dans *Lucile*, l'histoire d'une adolescente anorexique qui tombait amoureuse d'Arthur, fils de marin un peu paumé. *Renée* n'est pas vraiment une suite, plutôt une autre histoire. Arthur est en prison pour avoir tué, et on place dans sa cellule un homme dont la rumeur carcérale fait un pédophile. Lucile l'attend, elle mange de nouveau mais entretient toujours des relations avec sa mère. Un nouveau personnage, Renée, apparaît. Elle est avec un musicien de jazz, plus âgé et marié, qui ne veut pas quitter sa femme. Elle blesse son corps avec des lames de rasoir quand la rage qui l'étouffe devient trop forte. Les fils ténus d'une narration subtile relient tous ces personnages. Au-delà de l'histoire, très dure, le dessin de l'auteur retranscrit les sentiments des personnages. Il parvient avec un immense talent à évoquer la colère, le sentiment d'impuissance ou d'enfermement, l'énergie du désespoir et malgré tout la tendresse.

Sylvain Pattieu

EXPO Aspects modernes de Cranach l'Ancien

Après dix ans de semi-privatisation, le Sénat a rendu la gestion du musée du Luxembourg à la Réunion des Musées nationaux, qui y présente jusqu'au 23 mai « Cranach et son temps », thème en vogue déjà proposé avec succès à Londres, Bruxelles et Rome.

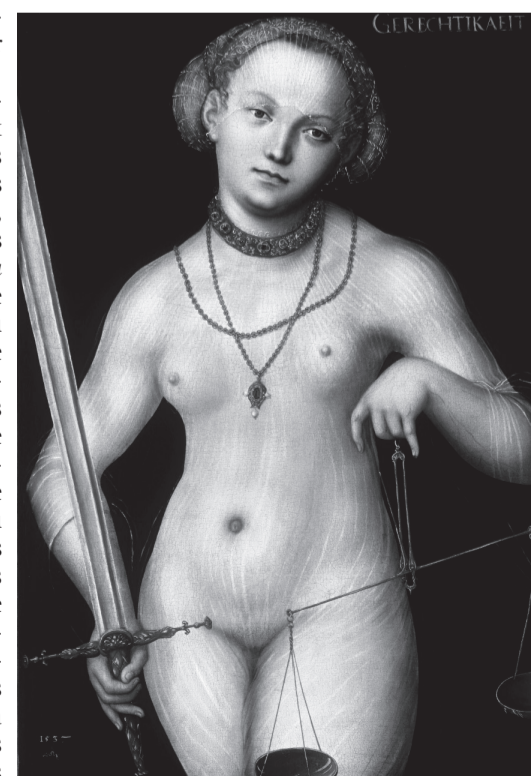
Voilà un demi-millénaire, Lucas Cranach (1472-1553), dont le père avait déjà un atelier et dont les deux fils lui succéderaient dans le métier, commençait à s'imposer comme peintre des Électeurs de Saxe et d'autres riches seigneurs d'Allemagne centrale. Ce n'était pas en Italie comme Dürer, mais à Nuremberg et surtout chez ses confrères des Pays-Bas qu'il avait percé certains secrets qui allaient faire de lui « le peintre le plus rapide de son temps » – titre de gloire qu'il fit inscrire sur sa tombe – notamment grâce à une organisation quasi tayloriste de son atelier, anticipant la Factory d'Andy Warhol. À peu près dans le même temps, Luther (1483-1546) revenu écoeuré de son séjour à Rome, venait solliciter la protection de l'Électeur de Saxe, et à travers le cardinal de Brandebourg (bon client de Cranach) et son trafic d'indulgences. Il n'allait pas tarder à attaquer tout le fonctionnement de l'Église, avec ses 95 thèses affichées sur la chapelle même du prince Électeur.

Si, de 1517 à 1522, Luther défendit (comme d'autres) des positions révolutionnaires, il faut voir avec Ernst Bloch (*Thomas Münzer : théologien de la révolution*) avec quelle rapidité il se fit le champion de la « morale des princes » jusqu'à les exhorter à massacrer les paysans. Son ami et protecteur Cranach, qui dès le début s'était fait son principal propagandiste en illustrant, imprimant et diffusant ses livres, l'encouragea certainement à ce revirement : n'était-il pas devenu lui-même membre du conseil de la ville princière, gros propriétaire et

commerçant pourvu d'un monopole par l'Électeur ? Il continuait d'ailleurs à satisfaire sa clientèle aussi bien catholique que protestante, avec des portraits de cour et des sujets religieux plus ou moins réussis, loin des génies de son temps, Altdorfer, Baldung, Dürer ou Grünewald. Au Luxembourg, ses Vierges souffrant de fluxion dentaire et ses Enfants Jésus éléphantiasiques feraient plutôt penser à des préfigurations de Botero. Il fut plus heureux avec d'autres sujets comme *la Mélancolie*, dont deux bonnes versions sont visibles à Paris et à Rome. Mais les organisateurs de ces expositions le savent bien, ce sont ses figurations de femmes nues, à prétexte allégorique (telle *la Justice* de 1537 faisant l'affiche de Bruxelles et de Paris), biblique ou mythologique (comme *la Vénus* de 1532 choisie pour l'affiche de l'exposition de Londres et interdite dans le métro !), qui ont fait le succès de l'atelier de Cranach et attirent aujourd'hui le public jusqu'à le faire se cotiser cet hiver pour l'entrée au Louvre d'une version de 1531 des *Trois Grâces*. De ces nus féminins étirés, inspirés du dernier gothique flamand (Bouts et Memling notamment) et non des anatomies de la Renaissance italienne, les spécialistes actuels conviennent que Cranach tira « un nouveau marché » et plusieurs centaines de tableaux, bien avant les *pin-up* de Picabia et les *Marilyn* de Warhol. Certains modernes y voient

une exaltation de la beauté féminine et de l'érotisme, d'autres une application de ce propos de Luther : « *La tentation de la chair est petite chose, la moindre femme dans la maison peut guérir cette maladie* ». Cynisme non moins moderne hélas lui aussi.

Gilles Bounoure



Lucas Cranach l'Ancien. Allégorie de la Justice. 1537. Panneau 74 x 52 cm. Collection privée. © Collection privée.

Venezuela, le jour où le peuple s'est réveillé

Le 27 février 1989, débute à Caracas l'un des événements les plus significatifs du changement de période politique de la fin des années 1980. Quelques mois avant la chute du Mur de Berlin, les Vénézuéliens, vivant très majoritairement dans les quartiers pauvres, se révoltent contre l'application brutale des mesures du FMI par le président Carlos Andrés Pérez. La réponse du gouvernement est brutale : déploiement de l'armée et autorisation de tirer sur la foule. La répression se solde par un terrible bilan : près de 3 000 morts.

Le «Caracazo» constitue l'une des premières révoltes d'une nouvelle époque, au confluent de trois phénomènes historiques profonds : la fin du stalinisme, la crise de la social-démocratie et les contradictions sociales et démocratiques de l'hégémonie capitaliste. Cette révolte spontanée marque le réel début du processus révolutionnaire bolivarien et celui d'une longue série de révoltes dans le monde contre le visage néolibéral du capitalisme. Il présente aussi d'étonnantes similitudes avec les révoltes actuelles dans le monde méditerranéen et arabe.

Crise du «Venezuela Saoudite»

Carlos Andrés Pérez (CAP), membre du parti Action démocratique (appartenant à l'Internationale socialiste), prend ses fonctions de président du Venezuela, le 4 février 1989. Fort d'une solide réputation de tiers-mondiste et de démocrate, il est très attendu pour enrayer la rapide dégradation des conditions de vie des Vénézuéliens, due à une inflation dépassant 29% en 1988.

La chute du prix du pétrole a profondément entamé l'économie rentière du pays et, malgré la dévaluation du bolivar, l'inflation demeure. Le système vénézuélien surnommé «Venezuela Saoudite», basé sur un État dont l'action se réduit à la redistribution de la rente pétrolière au profit d'une poignée de familles, souffre d'un grave manque de liquidité. Le FMI propose un prêt de 4,5 milliards de dollars sur trois ans, sous conditions : l'État doit libéraliser son économie et laisser libre cours au marché.

Le 16 février, la population assiste en direct à la télévision à la présentation d'un programme d'«ajustement structurel» : abandon des subventions assurant la rentabilité du très léger secteur industriel, privatisation des entreprises publiques, seconde dévaluation du bolivar et dégel des prix, notamment celui du pétrole...

Les chauffeurs de bus répercutent la hausse du prix de l'essence : 200% d'augmentation du ticket en une journée... Et ce, dans un contexte de forte mobilisation des étudiants et du personnel de l'éducation. Tous ces éléments constituent le détonant mélange de la bombe «Caracazo».

Révolte

Tout commence à Guarenas (cité-dortoir à 30 km de Caracas) à la montée du bus : «une troupe de la Guardia Nacional tente d'exiger que les chauffeurs baissent leurs

prix ; un chauffeur refuse et un garde tire dans les pneus du bus, c'est le signal que tout le monde attendait». Rapidement, les manifestants se dirigent vers les immenses et emblématiques centres commerciaux vénézuéliens : les vitrines volent en éclats, tous les produits de consommation, surtout alimentaires, sont emportés. Le mouvement prend corps : la nuit tombée, alors que tout le monde attend une accalmie, les habitants des quartiers populaires commencent à descendre massivement dans le centre-ville.

Le 27, la ville est prise par les oubliés, les invisibles. Les médias, diffusant en boucle les images de pillage, font passer les manifestants pour des hordes de délinquants. On entend pourtant des slogans de plus en plus politiques : «augmentation des salaires!» ou «baisse des prix de l'alimentation!» Alors que les banques et les postes de police sont ravagés, les pharmacies, les hôpitaux et les écoles sont épargnés. On voit ça et là des fêtes, des barbecues pour profiter de la viande et des appareils de son «récentement acquis».

CAP rentre dans la nuit du 27 et constate l'ampleur de la situation. Une réunion a lieu à Miraflores (palais présidentiel) avec le gouvernement, les militaires et les partis politiques d'opposition. Devant l'approbation unanime du recours à la répression, il met en œuvre un plan de déploiement des forces armées pour le «rétablissement de l'ordre» : le plan Avila.

Massacre

À 16 heures, le 28 février, le plan Avila est déclenché. Il permet la suspension des garanties constitutionnelles : liberté de la presse, de manifester, de réunion, d'opinion, suspension de l'inviolabilité des foyers, de l'interdiction des détentions abusives... L'armée peut agir en toute impunité. Pendant quatre jours, la répression est totale dans les rues et jusque dans les habitations : des hommes, des femmes, des jeunes sont abattus jusque dans leurs logements.

La répression a duré jusqu'au 2 mars 1989. Le gouvernement rendra public le chiffre officiel de 243 victimes, quand toutes les



ARCHIVO RADIO NACIONAL DE VENEZUELA



ARCHIVO RADIO NACIONAL DE VENEZUELA

analyses s'accordent sur plus de 3 000 disparus. Parallèlement, un secteur important de l'armée autour du MBR-200² de Hugo Chávez prend alors conscience de la barbarie de ce pouvoir : le 4 février 1992, ces mêmes forces tentent un coup d'État contre CAP, sans succès. Chávez assume publiquement la responsabilité de cet échec et affirme que leurs objectifs ne sont pas atteints «pour l'instant». Ces mots résonnent dans la tête de tous les meurtris du Caracazo et le vent commence à tourner quand la Cour suprême de justice destitue CAP pour corruption en 1993. L'élection de Chávez en 1998 et le processus révolutionnaire bolivarien qui s'ensuit correspondent à une recherche de débouché politique à cette révolte.

Julien Terrié

1. La Insurreccion de febrero : a 20 años del Caracazo, Elio Colmenarez. marxismo.info
2. Mouvement bolivarien révolutionnaire des 200, groupe de militaires boliviariens issus du travail politique du parti Causa Radical dans l'armée vénézuélienne.

hommage

Jean-René Chauvin

Avec Jean-René Chauvin, c'est le plus vieux trotskiste français qui vient de disparaître. Il avait quinze ans quand il adhéra au Parti ouvrier internationaliste (POI) en 1935. Quand il fut arrêté en février 1943, démobilisé depuis 1941, ses papiers étaient si parfaitement en règle qu'il pouvait être le courrier du parti entre les deux zones : sans un papier en poche, tout dans la tête, des adresses et des documents. Mais il avait été fiché par la police française au cours d'une manifestation dans les années trente, ce qui lui valut arrestation dans une rafle, torture par nos flics qui le livrèrent à la Gestapo pour le faire parler. Sa résistance fit penser qu'il ne savait rien, et il fut ainsi envoyé en camp de concentration. Mauthausen, Buchenwald, Auschwitz, coupés de marches de la mort : un record ! Heureusement athlète, il a tenu grâce à un moral de fer : le trotskiste attendait l'inévitable défaite du nazisme.

Libéré par l'avance de l'Armée Rouge, il rentre en France en fâcheux état, mais reprend immédiatement la lutte militante avec le même moral et la même énergie, s'astreignant pour tenir à une discipline de vie rigoureuse, solidement soutenu par Jenny, sa compagne, liée à lui en un quasi seul être. Les cahots politiques de la vie de notre organisation d'alors, le Parti communiste internationaliste (PCI), vont faire de lui souvent un franc-tireur, car il supporte mal la discipline et ce qui lui semble être des orientations fausses. 68 nous le rendra à la Ligue, toujours à éclipses, mais toujours compagnon fidèle et fraternel, gardien de la continuité et du souvenir. Car il se distinguait par le mélange de la fougue et de la droiture.

Son expérience des camps l'avait obsédé. Comment comprendre ce phénomène. Il avait mis en fiches tous ceux qui avaient existé et existaient encore. Ce ne fut que tardivement, en 2006, qu'il donna enfin en son seul livre, *Un trotskiste dans l'enfer nazi* (éditions Syllepse), à la fois comment il vécut et survécut à cet enfer, et sa théorie du rapport de ce système au capitalisme impérialiste et au stalinisme.

Il est tombé très peu de temps après sa dernière manifestation. Le militant de fer était l'ami le plus sûr. Je dédie cet hommage à Jenny et à la jeune génération révolutionnaire.

Michel Lequenne

courrier redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

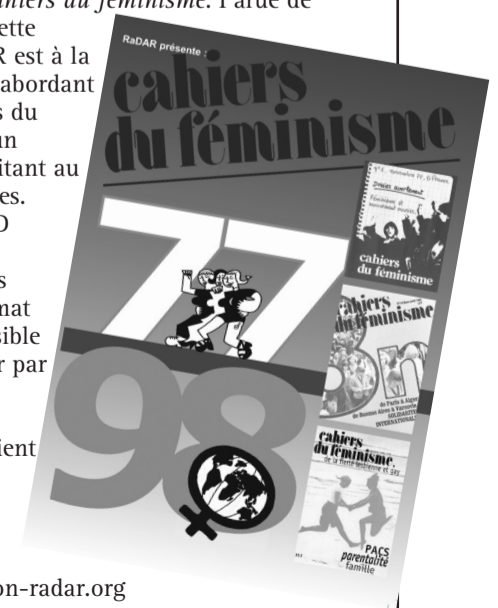
Éducation. A. G. (93) : Je lis sous la plume d'Enko Lerhe un article intitulé : «Contre la destruction de l'école publique». À l'issue de sa lecture, posons-nous la question. En quoi cette l'école, cette institution inchangée, connue comme la plus élitiste d'Europe par les contenus et les méthodes, depuis sa création au lendemain de la Commune de Paris par les massacreurs Thiers et Jules Ferry, est-elle objectivement au service de l'émancipation des enfants des classes populaires ? Quelles sont les revendications des enseignants ? Des postes et des crédits. En gros, ce n'est que pour conserver des avantages corporatistes et leur niveau de consommation. L'école que défendent

aujourd'hui les enseignants n'est qu'une immense machine à décerveler qui met l'immense majorité des enfants en échec en leur faisant perdre confiance en eux-mêmes. Défendre les services publics... oui, bien sûr, mais seulement ceux qui rendent le service attendu. Il y a des revendications quantitatives légitimes mais quand on oublie les revendications qualitatives... on se plante. Je ne descendrai pas dans la rue pour gueuler : «des postes et des crédits pour l'école» sans y joindre pour quoi y faire ? Construire une autre école... Oui bien sûr ! Albert Gehant, instituteur retraité de la Seine-Saint-Denis, titulaire des blâmes académiques (relire : la Violence à l'école de Bernard Defrance, édition Syros).

Le Pen. P. L. (mail) : Après avoir vu le film la Rafle, je crois que nous nous devons un devoir de mémoire. Monsieur Le Pen a dit «Je préfère que mes petits-enfants voient des vaches plutôt que des arabes». Marine est certes en apparence plus séduisante et plus moderne que son père. Mais il ne faut pas se méprendre ; il n'y a pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette entre son programme et celui d'Hitler. Les étrangers résidant en France n'auront pas le droit de vote aux présidentielles. C'est donc à nous de réveiller les consciences.

Pub

RaDAR vient de publier le coffret DVD des archives des Cahiers du féminisme. Parue de 1977 à 1998, cette revue de la LCR est à la fois théorique, abordant tous les aspects du féminisme, et un instrument militant au service des luttes. Le premier DVD contient les 74 numéros des Cahiers au format PDF. Il est possible de les consulter par numéro ou par un index. Le deuxième contient film de 45 min sur la revue. Prix : 20 euros. Commandes : www.association-radar.org



Rétention en os mineur

Mardi 15 février au matin, une vingtaine de policiers ont arrêté des jeunes étrangers, mineurs isolés, hébergés dans un foyer de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) à Amiens (Somme). Les neufs garçons ont été cueillis au sortir de la douche, embarqués sans ménagement, placés en garde à vue puis dispersés dans quatre centres de rétention (Oissel, Mesnil-Amelot, Vincennes, Plaisir). Se basant sur l'estimation de leur âge osseux à l'aide de tests conçus pour mesurer d'éventuels retards de croissance, le préfet de la Somme les accuse d'avoir plus de 18 ans, contrairement à ce qu'ils affirment et à ce qu'attestent les documents sur leur naissance en possession de certains d'entre eux. Huit garçons ont été libérés, certains par le juge des libertés et de la détention, d'autres par le tribunal administratif qui, au vu des extraits d'actes de naissance produits, a estimé qu'ils étaient bien mineurs, confirmant ainsi le manque de fiabilité de ces tests. Christian K., mineur isolé congolais (RDC), n'a pas eu cette chance : élève de collège, le dernier jeune d'Amiens est encore en rétention. Son extrait d'acte de naissance corrobore ce qu'il affirme : il est né le 5 mars 1995. Faute d'être libéré, il « fêtera » son seizième anniversaire au centre de rétention de Plaisir. Il est indigne d'enfermer des jeunes qui n'ont commis aucun délit. Il faut signer en masse la pétition pour sa libération. <http://resf.info/P1828>

D'ailleurs nous sommes d'ici

Autour de l'appel antiraciste (voir *Tout est à nous* n°86), une assemblée de mobilisation s'est tenue à la Bourse du travail de Paris, samedi 26 février, avec une quarantaine de participantEs dont des représentantEs de Solidaires, du Mrap, de la Fase, du NPA, du ministère de la Régularisation des sans-papiers, d'un collectif de graphistes militants et de collectifs antiracistes locaux, mais aussi des membres du PS ou de RESF. Après un intense travail de collecte de signatures mené depuis des mois principalement par les deux initiateurs de l'appel, cette assemblée marque le véritable lancement d'une campagne antiraciste militante et large dont le premier point d'orgue sera une journée de manifestations, le 28 mai. Un site est lancé pour mettre en musique cette campagne. Un nom proposé par le collectif de graphistes a été adopté : « *D'ailleurs nous sommes d'ici* ». Des groupes de travail ont été mis en place :
- pour produire du matériel de mobilisation (logo, autocollants, affiches, t-shirts...);
- pour organiser un événement national précédant la journée du 28 mai sous forme d'une semaine de débats, projections de films, tribunal de la politique raciste du gouvernement, concert...
- pour favoriser le développement d'un réseau national de mobilisation (associations existantes ou création de collectifs) autour de cette campagne et pour organiser des initiatives. Une nouvelle assemblée aura lieu à Paris, le 26 mars. D'ici là les groupes de travail sont ouverts. Le même type d'assemblée est à construire dans les autres villes. Il s'agit désormais de construire des collectifs partout. Cette campagne est l'occasion de développer un antiracisme et un internationalisme véritables : d'ailleurs nous sommes d'ici, d'ici nous sommes d'ailleurs. Site : www.dailleursnoussoyonsdici.org

Meeting de la gauche anticapitaliste grecque

Signe de la combativité grandissante, l'initiative organisée les 25 et 26 février à Athènes par la coalition anticapitaliste Antarsya a été un succès. Plus de 800 personnes ont suivi des discussions sur les trois thèmes de l'heure, crise du capitalisme, mouvement ouvrier et perspective anticapitaliste, la gauche et l'Union européenne. À ce dernier débat participaient notamment Stathis Kouvelakis et Alain Krivine qui a proposé aux différentes forces présentes de participer en mai à la conférence anticapitaliste méditerranéenne, en soulignant le lien entre luttes en Europe et révolution sur les rives sud de la Méditerranée. À un moment où le mot « antarsia » (rébellion, insurrection, révolution) s'entend de plus en plus massivement dans les manifestations et les discours politiques, l'invitation et la participation aux discussions de membres de Syriza (Coalition de la gauche radicale) connus pour des positions assez radicales constituent un fait très positif.

L'ENS condamnée pour violation des libertés fondamentales

Samedi 25 février l'École normale supérieure a été condamnée pour violation d'une liberté fondamentale, à savoir la liberté de réunion, par le tribunal administratif de Paris. En effet, à la suite de l'annulation par l'ENS de la conférence de Stéphane Hessel en janvier, le collectif Palestine ENS avait demandé des salles dans le cadre de la semaine internationale de l'apartheid israélien. Était notamment prévue une conférence d'Omar Barghouti sur l'apartheid israélien. La direction ayant refusé la salle, le collectif a porté plainte et a obtenu gain de cause. La direction de l'ENS semble vouloir faire appel. On notera que sur les conseils de Bertrand Delanoë, la directrice de l'ENS avait fait appel à des avocats membres du Crif pour la défendre ! Il s'agit d'une première victoire juridique pour les militants de la solidarité avec la Palestine, qui pourra faire jurisprudence dans les nombreux cas d'annulation de salle que connaît notamment la campagne BDS France.

L'hôpital Henri-Mondor menacé

Le 22 février, malgré les vacances scolaires, une manifestation rassemblaient 800 personnes à la préfecture du Val-de-Marne. Le 10 février déjà, 500 personnes regroupant syndicats de l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (SUD, CGT), universitaires, population et élus s'étaient réunis devant l'hôpital. Ils réagissait au dernier mauvais coup en date de l'Agence régionale de santé (ARS) dirigée par l'ancien ministre socialiste Claude Évin, confirmant la volonté de fermeture du service de chirurgie cardiaque de l'hôpital après avoir fait miroiter un pseudo-partenariat avec un autre établissement de l'Assistance publique de Paris (AP-HP). Le démantèlement du service public hospitalier bat son plein. Un « plan stratégique » dont les principes avaient été votés en 2009 par Jean-Marie Le Guen, représentant PS de la mairie de Paris au conseil d'administration de

l'AP-HP, est aujourd'hui mis en musique par Mireille Faugère. Avec l'annonce concernant Henri-Mondor, 25% de la chirurgie cardiaque publique disparaît dans la région et il resterait seulement trois services pour 11 millions d'habitants. C'est sans doute la disparition de ce CHU qui est organisée quand on sait que ce seul service représente un tiers du budget de l'hôpital, en termes de recettes. Pour les patients du sud-est francilien, cela signifiera aller plus loin et surtout attendre toujours plus longtemps pour une opération dans le public. Pour les personnels de l'hôpital de la Pitié, où sont censés être pris en charge les malades de Mondor, c'est une dégradation des conditions de travail qui s'annonce. La mobilisation continue pour sensibiliser la population, mais pour faire plier l'ARS et l'AP-HP tout le monde sait et comprend

qu'il faut travailler à se coordonner, à unir et à faire converger les mobilisations. La coordination des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité a proposé cette perspective. Elle a été reprise par de nombreuses organisations nationales (syndicats partis collectifs) et la journée de mobilisation unitaire le 2 avril 2011 doit permettre d'avancer dans cette direction. L'enjeu est clair : mettre un coup d'arrêt à la casse du service public hospitalier au profit du secteur privé lucratif. Refuser la privatisation rampante de la Sécurité sociale avec le projet de prise en charge de la « dépendance » par une assurance privée obligatoire. Imposer un débat public sur les questions de santé pour la défense et la promotion de la santé publique pour une Sécurité sociale solidaire et universelle.

Correspondant

Le fascisme c'est comme la gangrène

Mardi 23 février, à l'appel de nombreuses organisations, 700 personnes se sont rassemblées devant la mairie du 7^e arrondissement de Lyon, quartier du local des Jeunesses identitaires pour en exiger la fermeture. L'extrême droite à Lyon n'est pas une nouveauté, mais depuis quelques années elle tend à s'incruster sous l'égide des « Jeunesses identitaires » et à perpétrer des actions violentes : attaque d'un rassemblement contre la tenue d'un débat sur l'identité nationale, occupation du fast-food Quick de Villeurbanne par des identitaires portant des masques de cochon, agressions physiques de militants, affichages et tags racistes et antisémites... Face à cela, le 10 avril 2010, une manifestation antiraciste et antifasciste appelée

par l'ensemble des organisations progressistes a rassemblé plus de 2 500 personnes. Mais cela n'a pas suffi. Ces derniers mois les provocations se multiplient : - marche « antiracaille », attaque d'un piquet de grève, infiltrations dans les manifestations pour les retraites, marche aux flambeaux le 8 décembre, rassemblement contre une manif en défense de l'IVG. Tout cela sans grande réaction de la police, plus prompt dans d'autres circonstances ! - de plus en plus d'agressions physiques de personnes isolées par des groupes armés. Ainsi, la nuit du 15 janvier un couple s'est fait très violemment tabasser par un groupe d'extrême droite, ce qui a donné lieu à une hospitalisation et une intervention chirurgicale et des séquelles à vie pour la jeune fille. Et chaque semaine de lâches agressions du même type.

Jeunesses identitaires, néonazis, extrême droite, hooligans... disposent maintenant d'un local « Lyon-Dissident » dans les environs du stade de Gerland où se mêlent chants néonazis et salut hitlérien sous couvert de concerts RAC (Rock Against Communism), bière à flot et préparation de leurs sales coups. Concerts, foot, alcool, sont les moyens utilisés pour attirer une frange de la jeunesse, d'autant plus facilement dans ce contexte de perméabilité entre les thèses lepénistes et la politique raciste du gouvernement. Il faut réagir vite, très vite et de la façon la plus large. Si la mairie et la préfecture n'agissent pas rapidement, une nouvelle mobilisation, plus importante est envisagée d'ici un mois. Nous devons nous débarrasser de ce fléau ! **C.B.**

Le vent de la révolution arabe

Le meeting du « Front du 14 janvier » regroupement de la gauche radicale tunisienne opposée au gouvernement de transition, organisé le 23 février à Saint-Denis, a été une réussite. Plus de 400 personnes se sont rassemblées à la Bourse du travail faisant écho au mouvement révolutionnaire tunisien toujours bien vivant. Hamma Hammami, porte-parole du PCOT, tout juste libéré de prison, a donné des perspectives d'approfondissement de la révolution en affirmant que si « *le dictateur est tombé, la dictature est toujours debout* ». Il a appelé à une poursuite de la révolution sur le terrain économique et social et à une remise en cause de l'exploitation de la Tunisie par les puissances impérialistes comme la France et les États-Unis. La présence d'Omar El Shafei, représentant du collectif de solidarité avec les Égyptiens a marqué la profonde solidarité de « peuple à peuple » que suscitent les processus révolutionnaires dans le monde arabe. Il a insisté sur le rôle décisif que peuvent jouer les travailleurs en tant que classe. Le débat avec la salle a abordé le rôle des partis politiques dans le processus révolutionnaire, certains craignant une dépossession du peuple. Enfin, présent au même titre que d'autres



Saint-Denis, le 23 février. Meeting du Front du 14 janvier. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB.)

organisations de la gauche française, le NPA a rappelé que la meilleure solidarité à apporter à la révolution arabe est de combattre notre propre gouvernement en exigeant l'annulation de la dette extérieure de ces pays et la restitution aux peuples, des fortunes des dictateurs confisquées avec la complicité de la France. **Clément Bonnin**

Postiers : ils n'ont rien lâché, ils ont gagné

Après 139 jours de grève, les facteurs et les factrices du 2^e arrondissement de Marseille ont repris leur tournée. Bien qu'il n'y ait eu pendant ce conflit aucune protestation collective contre leur grève, ils s'inquiétaient un peu. Comment allaient-ils être reçus ? Quelques heures plus tard, c'est avec le sourire qu'ils sont revenus au centre, tellement l'accueil avait été chaleureux de la part d'habitants tout heureux de retrouver leur facteur habituel. Il est vrai qu'en 139 jours, les usagers de ce quartier populaire ont pu faire la différence entre une équipe de postiers attachés au service public et le système mis en place pour les remplacer : distribution deux à trois fois par semaine par des intérimaires non formés, obligation de se déplacer pour aller chercher colis ou lettres recommandées. Une préfiguration du système que la direction de la Poste cherche à

instaurer et qu'elle mettra en place si elle ne rencontre pas partout la même résistance. Les postiers ont obtenu le maintien des emplois permanents, un volant de remplacement égal au quart de l'effectif sans recourir à l'intérim ; le recrutement en CDI de la factrice en CDD que la poste voulait licencier pour la remplacer par un intérimaire ; le maintien du service colis de proximité au lieu de le confier à la filiale Colisposte ; le report de la mise place dans ce bureau de « facteur d'avenir », projet de liquidation du service public, des postiers professionnels et de transformation de l'usager en client. Comment un tel succès a-t-il pu se construire, avec une telle durée, alors même que le conflit ne s'étendait pas aux autres centres de la ville ? La longueur s'explique, bien entendu, par le refus de la direction de négocier pendant 100 jours, comptant sur l'isolement et le découragement. Mais surtout cette

ténacité et ce succès s'expliquent par le fait que les facteurs de Marseille 02, en grève à près de 100%, cadres compris, syndiqués à la CGT à 90% sont restés mobilisés et actifs pendant 139 jours commençant leur journée dès 6h30, heure de la prise de travail, par une AG quotidienne, pour aller ensuite à la rencontre de la population du quartier, rendre visite aux autres centres postaux, s'unir avec ceux de Fralib et de Netcaoc en lutte également, participer aux actions du comité de soutien des usagers avec les militants locaux du NPA et du PCF, recevoir la presse ou des responsables politiques de gauche. La direction de la Poste a fini par comprendre qu'ils ne céderaient pas ! « On lâche rien » chantaient-ils à la reprise du travail, un chant de vigilance, la direction le sait, ils sont prêts à remettre ça si les engagements n'étaient pas tenus. **Alain Castan**

NON AU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN Après Aurore Martin, huit jeunes de Segi

Ce sont aujourd'hui huit jeunes du mouvement de jeunesse Segi qui risquent d'être sous le coup d'un mandat d'arrêt européen. En fait, c'est déjà le cas pour l'une d'entre eux, Alai Zaldivar.

Segi est une organisation qui, comme Batasuna, lutte pour un «Pays basque indépendant et socialiste» et présente la même particularité d'être interdite dans l'État espagnol mais légale dans l'État français. Segi a subi plusieurs rafles ces derniers temps au Pays basque Sud. Des dizaines de ses militantEs ont été arrêtéEs, placéEs cinq jours au secret avant de passer devant le juge, puis nombre d'entre eux ont été incarcéréEs. Beaucoup ont été torturéEs. Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, ces militantEs sont poursuiviEs pour leurs activités politiques publiques.

Certains sont venus se réfugier au Pays basque Nord pour fuir la torture et également pour continuer à militer. Après que le mandat d'arrêt européen (MAE) émis à leur encontre par l'Audience nationale de Madrid (véritable juridiction d'exception) a été validé par la «justice» française, ils ont été systématiquement remis aux autorités espagnoles.

Les huit jeunes actuellement réfugiés au Nord ont rendu publique leur situation durant une semaine de mobilisation dans une salle à Ispoure, fin février: rencontres avec des militantEs politiques, syndicaux, associatifs venus exprimer leur solidarité; soirées débats sur la torture, sur les mouvements politiques de jeunes; rassemblements quotidiens à 12 heures et 19 heures. Avec le collectif contre le MAE (composé pour l'heure de Abertzalen



Saint-Sébastien, le 29 décembre 2010. Une conférence de presse réunissait militants politiques et syndicaux pour dénoncer l'application du MAE à Aurore Martin (CHARLIE YVETOT)

Batasuna, Anaiarte, Askatasuna, Batasuna, CDDHPB, LAB, NPA, Segi, Solidaires), ils ont tenu des conférences de presse pour dénoncer la répression et les tortures, exiger l'arrêt des poursuites envers les militants politiques, ainsi que l'abrogation du mandat d'arrêt européen.

Les États espagnols et français accentuent la répression

Alors que la gauche abertzale se prononce clairement en faveur d'une résolution politique et démocratique du conflit au Pays basque, alors qu'elle a déposé officiellement une demande d'inscription d'un nouveau parti, Sortu, qui s'inscrit dans le cadre légal et rejette toute forme de violence dont celle de l'ETA, le gouvernement espagnol maintient la voie répressive.

L'Audience nationale permet et instrumentalise la torture, dénie toute liberté de réunion et d'expression à la gauche indépendantiste. Le mandat d'arrêt européen est l'instrument «légal» qui couvre cette réalité.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Rubalcaba, refuse la création de Sortu car, dit-il, ce parti est issu de l'organisation illégale Batasuna. Il a envoyé les statuts du nouveau parti au parquet, avec les rapports de police

correspondants, et c'est «la justice qui tranchera». Mais le parquet a annoncé qu'il lui demanderait de refuser d'inscrire Sortu au registre des partis politiques. 40 000 personnes ont manifesté à Bilbao, le 19 février, en faveur de la légalisation de Sortu, des dissensions se font jour dans le Parti socialiste: ainsi Jesus Egui-guren, président du Parti socialiste d'Euskadi, penche pour la légalisation. Mais il est douteux que le nouveau parti puisse participer aux prochaines élections de mai.

C'est dans ce cadre général qu'il faut situer le MAE, effectivement utilisé pour museler des oppositions politiques dérangeantes, en l'occurrence les organisations indépendantistes basques et, au-delà, leur milieu.

Il faut souligner la duplicité de l'État français: il autorise sur son territoire les activités politiques de Batasuna et Segi qui ont pignon sur rue, participent aux élections, etc. Par contre, en validant les MAE délivrés par Madrid, il avale sur le territoire espagnol la répression de ces mêmes faits, légaux en France. Plus, il cautionne une législation d'exception avec pratique de la torture, situation dénoncée par des organisations comme Amnesty International, Human Rights Watch... Le MAE n'est

rien d'autre que l'instrument juridique qui tente de masquer cette hypocrisie politique. Utilisé systématiquement au Pays basque, il peut l'être aussi contre tout militant politique ou syndical de l'espace européen. Nous ne pouvons laisser faire, il faut généraliser la mobilisation pour son abrogation et gagner cette bataille.

La campagne pour l'arrêt des poursuites envers les militants basques va s'intensifier dans les semaines et mois à venir. Il s'agit d'en finir avec les juridictions d'exception et d'obtenir le droit élémentaire à l'expression politique. Au-delà, il s'agit aussi de faire respecter un droit démocratique fondamental, le droit à l'autodétermination, qui est aujourd'hui dénié au peuple basque.

Claude Larrieu

Dernière minute: alors que des éluEs avaient déclaré publiquement le 26 février qu'ils accueilleraient chez eux les jeunes de Segi, quatre d'entre eux ont été interpellés dans la rue deux jours plus tard. La police française n'a pas tardé à collaborer de façon honteuse, une fois de plus, avec les autorités espagnoles.

hommages



François, militant de la LCR et du NPA, professeur d'histoire et géographie, nous a quittés, vendredi 17 février, après une longue maladie. Notre camarade était encore avec nous dans les manifestations et les rassemblements à Caen contre la réforme des retraites. À chaque occasion, il voulait toujours donner son point de vue sur les débats au sein de son parti, il a participé au premier congrès du NPA en votant par procuration, il tenait à affirmer ses positions.

Dans les années 1970, François est embauché au centre de tri postal de Caen gare. Il est à l'initiative de la création d'une «commission auxiliaires» composée de jeunes précaires syndiqués à la CFDT, à la CGT ou non syndiqués. Grâce à sa détermination, à sa capacité de persuasion, à la chaleur de son contact humain et à sa solide formation politique, il parvient à former un groupe soudé, combatif et ayant beaucoup d'humour qui fera adopter par une majorité du personnel et par la section CFDT une forme de lutte originale et nouvelle au centre de tri «le coulage des cadences». La lutte aboutira, en 1976, à l'arrêt des licenciements et, en 1977, à des créations de postes. Dans la même période, François coordonnera la parution d'une feuille d'entreprise appelée *la Taupe rouge*.

Avec les élèves de son collège, il a réalisé et écrit des livres sur la Résistance, sur les Ukrainiens en Normandie, sur les femmes dans la Résistance. Sur le mouvement ouvrier, François a participé à la réalisation de livres: sur une expérience d'autogestion dans la région caennaise, les salariéEs d'une imprimerie ont redémarré la production et sur la lutte des salariéEs du centre de tri de Caen dans les années 1970. Notre camarade a écrit aussi pour *Tout est à nous!* la Revue sous le pseudonyme d'André Delorme sur la lutte des Moulinex et dans le numéro 18 de février sur «40 années de lutte antinucléaire en

Basse-Normandie.

Il était très sensible au thème de l'autogestion et de l'auto-organisation. François était un militant, mais c'était avant tout un homme chaleureux, tolérant, respectueux très déterminé et persuasif. Son combat continue. Nos sincères condoléances à sa compagne et à ses enfants.

Le NPA de Basse-Normandie

Coco était notre camarade. Il avait milité avec beaucoup d'entre nous à Angers et au Mans. Il est décédé, à 27 ans, d'un accident de car en Équateur où il était parti vivre. Il nous a dit au revoir, comme ça, soudainement, comme si son empreinte était fugace, comme s'il n'avait été que de passage. Non, il nous a, toutes et tous, beaucoup marqués. Marqué par ses convictions pour vivre autrement. Ses combats écologistes, depuis le vélo qu'il chevauchait, la collog où il vivait, jusqu'au pain qu'il consommait... Cette façon de vivre sa vie comme il l'entendait qui l'avait poussé à s'exiler sans arrêter de se battre là-bas. Marqué par ses combats pour penser autrement. Ces panneaux publicitaires qu'il barbouillait et les nombreux combats que nous avons toutes et tous menés avec lui. Toutes ces grèves et ces manif où nous aimions voire admirions sa fougue, son énergie, sa volonté et par-dessus tout cette certitude inébranlable qu'un autre monde est possible. Nous disons bien «est possible», car il a mieux que quiconque incarné cet espoir très humain selon lequel vivre simplement avec des valeurs humaines et dans un monde juste était réalisable.

C'est cet espoir que nous continuerons toutes et tous à porter avec le lourd poids d'hériter ça de lui: un vrai camarade dans le sens le plus noble que ce mot peut porter.

Ne t'inquiète pas Coco, on continuera ça, pour toi. La lucha sigue.

S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
| | | | | | | | | | | |

N° DE COMPTE
| | | | | | | | | | | | | | | |

CLÉ RIB
| | | |

Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

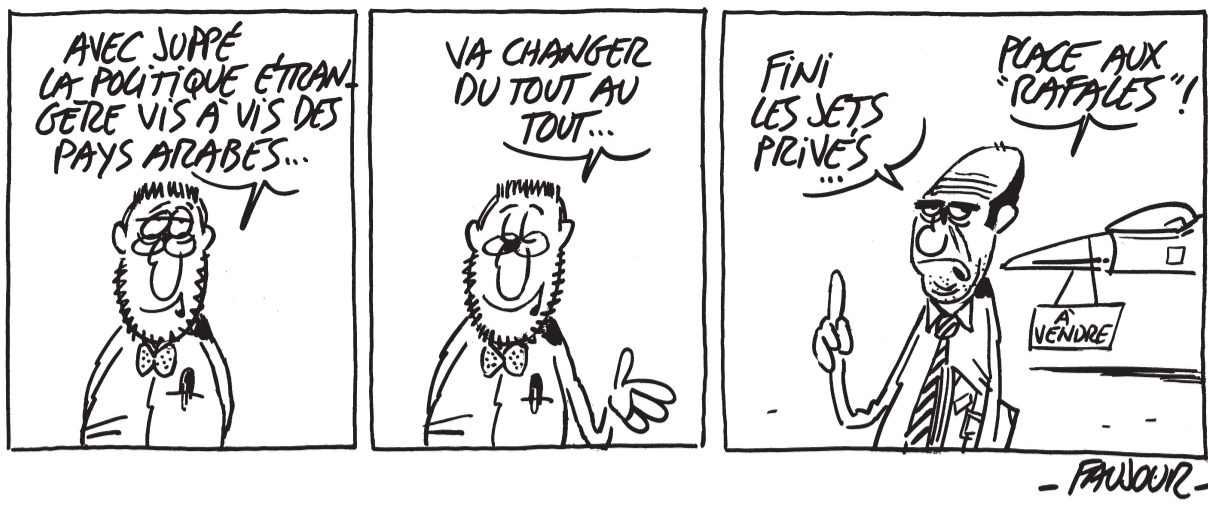
- Hebdo 6 mois 1 an
 28 euros 56 euros
Mensuel 6 mois 1 an
 22 euros 44 euros
Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
 20 euros 40 euros
Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 38 euros 76 euros

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Grèce: après la grève du 23 février.

Le 23 février, une grève générale était organisée partout en Grèce. Les deux éléments dominants de cette grève générale, c'est d'une part l'ampleur des manifs: autour de 100 000 personnes à Athènes, au moins 50 000 à Thessalonique, et des dizaines de milliers de manifestantEs à travers le pays. Et bien sûr, la colère, qui se traduisait dans bien des slogans, appelant à l'extension des luttes pour sortir de la misère grandissante, ou condamnant d'une manière bien plus massive qu'il y a quelques mois le gouvernement du Pasok, réduit à ne répondre que par de nouvelles violences policières. Deux luttes symboliques ont marqué la manif athénienne: celle des habitants de Keratea, cette banlieue qui affronte massivement les flics pour refuser l'installation d'une décharge. Venus en nombre, ils ont été follement encouragés. L'autre lutte, c'est celle des 300 immigrés grévistes de la faim pour leur régularisation: si le maire d'Athènes, élu sur une liste Pasok, a finalement reculé devant la solidarité, la confédération GSEE, à direction Pasok, a elle donné la parole à un représentant des grévistes au meeting de début. Face à la fuite en avant inhumaine du gouvernement (avec poursuites pénales contre les immigrés, contre celles et ceux qui, de près ou de loin, les

soutiennent), la solidarité internationale doit s'élargir au plus vite pour la victoire des immigrés, dont la santé se détériore gravement après 35 jours de grève. Alain Krivine est venu leur apporter la solidarité et l'engagement du NPA à amplifier d'urgence le soutien en France (lire page 10).

Justice de classe contre Jeudi noir.

La justice a condamné huit étudiants du collectif Jeudi noir qui ont occupé en 2009 un immeuble à l'abandon, 69 rue de Sèvres à Paris, à verser 80 000 euros de dommages et intérêts à sa propriétaire multi-millionnaire. Cet immeuble, situé en face du Bon Marché, est pourtant vide depuis dix ans et sa propriétaire, qui vit en Belgique pour payer moins d'impôts, n'a jamais fait la moindre démarche pour le vendre ou le louer. Cette propriétaire possède également une villa à Neuilly-sur-Seine vide depuis 25 ans. Les occupants de Jeudi noir lui avaient proposé, dès le début de l'occupation, de lui payer un loyer et s'étaient engagés à quitter les lieux dès qu'elle en aurait besoin pour faire des travaux, vendre ou louer. Mais elle a préféré porter plainte et a obtenu gain de cause. Ainsi le droit au logement est bafoué, il y a 10% de logements vides à Paris car les propriétaires préfèrent spéculer que louer, ce qui fait

monter les loyers à des niveaux inaccessibles aux étudiants et salariés pauvres et de la classe moyenne. Chaque étudiant précaire et sans logis devra verser plus de 10 000 euros à une propriétaire richissime. Un bel exemple de la justice de classe.

Une main de fer sur la presse régionale.

Le président du Crédit mutuel, Michel Lucas, a décidé de vendre le quotidien *Le Républicain lorrain* dont il est propriétaire, en réponse à une grève à laquelle a participé le personnel à l'occasion d'une journée nationale d'action pour les rémunérations dans la presse régionale. Il considère que cette grève est une violation d'un accord tacite conclu avec le personnel, au moment de l'achat du journal en 2007, stipulant que les augmentations de salaires devaient « être négociées en interne », bref un accord anti-grève. Il a déclaré au personnel: « vous ne m'intéressez plus en tant qu'individu ». Cette direction arrogante veut un personnel muselé et une information contrôlée. Tout en menaçant de se débarrasser du *Républicain lorrain*, elle est en passe de mettre la main sur *l'Est républicain* et *les Dernières Nouvelles d'Alsace*. Le Crédit mutuel est également propriétaire des quotidiens *Le Progrès* (Lyon), *le Dauphiné libéré* (Grenoble), *le Bien public* (Dijon) et du *Journal de Saône-et-Loire*.

Le chiffre

120 euros

C'est le nouveau montant minimum des actes hospitaliers pour lequel la prise en charge par l'Assurance maladie sera de 100%, après que le malade a acquitté le forfait hospitalier de 18 euros par jour. Pour un acte inférieur à ce montant, l'assuré aura 20% des frais à sa charge en plus du forfait hospitalier. Auparavant ce montant minimum donnant droit à un remboursement à 100% était de 91 euros. Par cette modification, le gouvernement augmente en toute discrétion la part prise en charge par les malades, tournant le dos au principe de la Sécurité sociale.

Une grève de la faim pour l'école.

Patrick Olivier, directeur d'école à Bras-Creux, au Tampon (Réunion), vient d'obtenir le remplacement de sa secrétaire en fin de contrat, après deux semaines de grève de la faim. Depuis un mois et demi, les parents du quartier déshérité de Bras-Creux, où sévit un chômage important et où la précarité est la norme, s'étaient mobilisés pour trouver une nouvelle secrétaire aidant Patrick à « faire tourner son école » et assurer la sécurité et le bien-être des enfants. Le rectorat les ayant fait lanterner, Patrick, qui n'est affilié à aucun syndicat ni parti, a décidé de se lancer dans une grève de la faim, en pleine chaleur estivale. Campant sous une tente, soutenu par les parents d'élèves, des syndicalistes, des militants et quelques personnalités politiques, Patrick est resté déterminé, refusant d'être transporté à l'hôpital et se disant « prêt à aller jusqu'au bout ». Cette détermination a eu raison du recteur et de la préfecture. Le 1^{er} mars, le rectorat a annoncé le recrutement d'une secrétaire à la rentrée de mars. À sa petite échelle, Patrick a redonné confiance dans le combat des Réunionnais pour la justice

sociale, l'égalité des droits, la liberté d'expression et d'organisation.

Sans-papiers de Vincennes.

Des sans-papiers, enfermés dans le centre de rétention administrative (CRA) de Vincennes sont en grève de la faim depuis le 24 février pour protester contre leurs conditions de rétention et la menace de leur expulsion. La grève a commencé à la suite du tabassage d'un sans-papiers par des forces de l'ordre cagoulées. Les sans-papiers protestent contre l'absence de chauffage et d'eau chaude. Mais ils refusent surtout leur expulsion et ont émis du centre un communiqué: « intégrés depuis 15 à 20 ans, beaucoup ont toute leur famille en France, et la France nous expulse! [...] Nous exigeons la fin de toute expulsion vers ces pays où nos dirigeants, dictateurs et corrompus, nous ont obligés à partir pour survivre. [...] Les révoltes dans nos pays en guerre civile n'empêchent pas les consulats de signer pour notre expulsion: des vols tous les jours sont affichés! [...] Nous continuons notre grève de la faim, et refuserons à Vincennes tout embarquement ou départ pour l'avion. »

MANIF ANTICOLONIALE Boycottons les colonialistes!



Paris, le 26 février. La manifestation qui a clôturé la Semaine anticoloniale a été marquée cette année par les révolutions des pays arabes. Une large banderole était également déployée pour soutenir la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions contre le régime colonial israélien. (MARCO)

“ **NO COMMENT**
[Il faut] permettre à nos marines de préserver nos eaux territoriales et repousser dans les eaux internationales les migrants qui voudraient entrer en Europe.
MARINE LE PEN, LE 25 FÉVRIER
AU SALON DE L'AGRICULTURE ”

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®